

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal de Libye

N° 19 du 04 au 15.05.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_libyens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Editorial

Tiré à part

Hassan Alliby : Les crimes contre l'humanité de l'OTAN se poursuivent en Libye

Pana : Etats Unis-Libye: la crise libyenne.

2 Otan

3 Politique des Usa

Des Canons ... pas du beurre

3 Politique Libyenne

4 Europe

5 Monde

6 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

6-1 Michel Collon: Bons ou mauvais arabes?

6-2 Chavez défend sa vérité sur la Libye !

6-3 Guerre de Libye : Média-mensonges.

6-4 Djamel Labidi : Libye : «Aube de l'odyssée» ou cheval de Troie\_

7 Les brèves

7-1 Rolando Segura : L'OTAN intensifie les bombardements pour "protéger les civils"...

7-2 Hassan Alliby : 2000 tribus libyennes jurent fidélité à M. Kadhafi .

7-3 France-Libye: Un avocat parisien va poursuivre l'OTAN.

8 Dossier

8-1 James Cogan : Des membres de la famille Kadhafi assassinés par les États-Unis et l'OTAN.

8-2 La balkanisation de la Libye : les plans des États-Unis et de l'OTAN

Entretien avec Mahdi Darius Nazemroaya

8-3 William BLUM : N'oublions pas à quoi ressemble une « intervention humanitaire ».

8-4 Jean-Claude Paye\*, Tülay Umay : L'idéologie impériale = Faire la guerre « au nom » des victimes.

---

---

### Editorial

Tiré à part

**Hassan Alliby : Les crimes contre l'humanité de l'OTAN se poursuivent en Libye**

L'OTAN, a bombardé, pour la deuxième fois, **les bâtiments de la Cour suprême, le Bureau du Procureur général, les institutions civiles de Défense des Droits de l'Homme, des Femmes et des enfants ainsi que le centre de réhabilitation des sourds et muets de la ville de Tripoli**

Le porte-parole militaire a annoncé que l'alliance des Croisés a commis une nouvelle agression criminelle au cours de la nuit dernière **en bombardant des sites civils du centre de la ville de Tripoli**. L'OTAN s'en est pris à des installations et équipements civils des services de Défense des Droits de l'Homme... Le porte-parole militaire a déclaré que cette agression Croisée a ciblé une nouvelle fois, les bâtiments de la Cour suprême, le Bureau du Procureur général et les institutions civiles de protection des droits de l'homme, des femmes et des enfants, ainsi que le centre de réhabilitation des sourds et muets de la ville de Tripoli ....

Le porte-parole a ajouté que c'est la deuxième fois, la nuit dernière, que l'OTAN prend pour cible ces bâtiments et ces bureaux. L'OTAN a déjà bombardé ces bâtiments le 30 avril dernier au mépris de la conscience du Monde, et ces attaques montrent la violation flagrante de toutes les chartes et traités des conventions internationales visant à protéger les institutions judiciaires ainsi que la protection des mères, des enfants et des handicapés.

Hassan Alliby

10 mai

## Pana : Etats Unis-Libye: la crise libyenne.

La Libye, premier acte de la reconquête de l'Afrique, selon un écrivain belge - L'intervention militaire menée actuellement par l'OTAN en Libye, ne serait pas, selon le journaliste-écrivain belge, Michel Collon, une guerre humanitaire ni la réaction impulsive face aux événements qui se sont déroulés dans ce pays. « Cette guerre a été planifiée et poursuit des objectifs majeurs qui dépassent largement la personne de Kadhafi », a-t-il écrit, dans une série de trois articles intitulés « Comment comprendre la guerre en Libye ? ». Le nom de code donné par les Etats Unis à l'opération militaire en Libye baptisée « Aube de l'Odyssee », livre le fond des intentions de Washington. Inspiré du grand classique de la littérature grecque ce nom de code signifie, à demi-mot « que la Libye est le premier acte du long voyage des Etats-Unis pour (re)conquérir l'Afrique ». Ainsi, il suffit de regarder la liste des pays n'ayant pas accepté de participer à l'opération « Africom », sous le commandement militaire américain pour distinguer les prochaines cibles en Afrique qui pourraient être attaqués par les Etats-Unis et leurs alliés, après la Libye : Soudan, Zimbabwe et Erythrée, la Côte d'Ivoire de Laurent Gbagbo, ayant déjà fait les frais de ce refus.

Dans ses écrits, Michel Collon explique comment une révolte « spontanée » a été rapidement récupérée et transformée en guerre civile servant de prétexte à une agression militaire.

Analysant l'enchaînement ultra-rapide des événements à Benghazi, à partir d'une manifestation, le 15 février, des parents des victimes de 2006, il s'est dit intrigué que, deux jours plus tard, soit organisée une re-manifestation, cette fois-ci avec des manifestants armés qui passent directement à l'affrontement avec les forces de sécurité libyennes, déclenchant une guerre civile.

Pour l'auteur de « Bush le cyclone » (2006) et « Les 7 péchés d'Hugo Chavez » (2009), les services secrets des pays occidentaux, notamment la France, les Etats-Unis et l'Italie, ont joué un rôle primordial dans la préparation de cette guerre civile.

Il cite les révélations du journaliste italien, Franco Bechis (Libero, 24 mars), qui affirme que les services secrets français ont préparé la révolte de Benghazi en retournant l'ancien chef de protocole du guide Mouammar Kadhafi, réfugié à Paris.

Il a mentionné également le parcours douteux du chef des opérations militaires du Conseil national Libyen (CNT) à Benghazi, Khalifa Hifter, un ancien colonel de l'armée libyenne, passé aux Etats-Unis d'où il rallie Benghazi le 24 mars dernier suite aux instructions données, en mars 2011, par le président américain Barack Obama à la CIA de mener des opérations en Libye, pour renverser le leader libyen.

Il a cité aussi, pour étayer ses arguments, le Wall Street Journal, qui relate le 31 mars que « Les responsables de la CIA reconnaissent avoir été actifs en Libye depuis plusieurs semaines, tout comme d'autres services occidentaux ».

S'interrogeant sur les véritables objectifs de la présence des Etats Unis en Libye, le co-auteur du film documentaire « Les Damnés du Kosovo » sur la guerre menée par l'OTAN en Yougoslavie, identifie cinq buts majeurs fixés par l'Oncle Sam. Le premier but consiste à contrôler l'ensemble du pétrole libyen, de meilleure qualité, d'extraction facile et très rentable en raison de sa proximité de l'Italie, de la France et de l'Allemagne ».

La réticence de Rome éphémère et le refus obstiné de Berlin à s'engager dans les opérations militaires s'expliquait par la position dominante de l'Italie et de l'Allemagne sur le marché libyen.

La rivalité économique se transpose sur le plan militaire, dans une Europe en crise et dominée par une Allemagne ultraperformante.

Face aux intérêts alléchants à tirer de la déstabilisation de la Libye, la France rompt ses alliances avec l'Allemagne, et se tourne à présent vers la Grande-Bretagne pour tenter de rééquilibrer le rapport des forces économiques.

« Paris et Londres ont davantage de moyens militaires que Berlin, et tentent de jouer cette carte pour contrer leur faiblesse économique », écrit Michel Collon.

Le second objectif consiste à protéger Israël, le gendarme des Etats Unis au Moyen-Orient, de plus en plus isolé par ses nombreux crimes (Liban, Gaza ...), et acculé par les peuples arabes réclamant la fin de ce colonialisme.

Empêcher la libération du monde arabe constitue le troisième objectif poursuivi par les occidentaux, affirme le journaliste-écrivain, prenant le contre-pied des discours de responsables français et américains, à l'instar de la Secrétaire d'Etat américaine, Hilary Clinton, qui déclarait : « Nous soutenons l'aspiration des peuples arabes à la démocratie. »

« Faux », s'est-il insurgé, affirmant que « les Etats-Unis et leurs alliés ne veulent absolument pas d'une démocratie arabe, ne veulent absolument pas que les Arabes puissent décider de l'utilisation de leur pétrole et de leurs autres richesses.

Le quatrième objectif est d'empêcher l'unité africaine en permettant aux multinationales de piller les matières premières du continent, et voler les ressources de l'Afrique. Un objectif contre lequel lutte le guide Mouammar Kadhafi qui a financé le

satellite de télécommunication africain, « Rascom », sevrant ainsi les Occidentaux des 900.000 euros dont ils saignaient annuellement l'Afrique pour faire transiter les appels du continent par l'Europe.

« En soutenant le développement du Fonds monétaire africain (FMA), Kadhafi a, par ailleurs, commis le crime de défier le Fonds Monétaire International (FMI), contrôlé par les Etats-Unis et l'Europe », a-t-il dit, rejoignant ainsi l'analyse de l'écrivain camerounais, Jean-Paul Pougala.

En effet, Jean-Paul Pougala affirmait dans une analyse rendue publique en mars dernier, à Genève (Suisse), que « les 30 milliards de dollars saisis par M. Obama appartiennent à la Banque centrale libyenne et sont prévus pour la contribution libyenne à la finalisation de la fédération africaine à travers trois projets phare : la Banque africaine d'Investissement (BAI) à Syrte (Libye), la création, dès ce 2011, du Fond monétaire africain, avec un capital de 42 milliards de dollars, et Yaoundé (Cameroun) pour siège, la Banque centrale africaine (BCA), avec le siège à Abuja (Nigeria) et dont la première émission de la monnaie africaine signera la fin du franc CFA à l'aide duquel Paris a la mainmise sur certains pays africains depuis 50 ans ».

Et Jean-Paul Pougala de conclure : « On comprend dès lors et encore une fois la rage de Paris contre Kadhafi. Le Fond Monétaire Africain doit remplacer en tout et pour tout les activités sur le sol africain du Fond Monétaire International, qui avec seulement 25 milliards de dollars de capital, a pu mettre à genoux tout un continent avec des privatisations discutables, comme le fait d'obliger les pays africains à passer d'un monopole public vers un monopole privé ».

Ce n'est donc pas étonnant que ces mêmes pays occidentaux aient manifesté le désir d'être eux aussi membres du Fond monétaire africain et c'est à l'unanimité qu'en décembre 2010 à Yaoundé les Africains ont repoussé cette convoitise, instituant que seuls les pays africains seront membres de ce FMA.

Le dernier et cinquième objectif est d'installer l'OTAN comme gendarme de l'Afrique, pour défendre les intérêts économiques de l'Occident, occuper la Libye qui serait un avant-poste stratégique permettant d'intervenir militairement en Egypte si celle-ci échappait au contrôle des Etats-Unis.

Pour Michel Collon, le terme « médiamentonges » est bien approprié à cette propagande des Occidentaux pour justifier, aux yeux de son opinion publique, leur entrée en guerre et qui repose sur cinq principes consistant à occulter l'histoire détourner les intérêts économiques, à diaboliser l'adversaire, à attaquer un dirigeant et à monopoliser l'information.

Pana

07/05/2011

<http://www.afriquejet.com/afrique-du-nord/libye/etats-unis-libye:-revelations-sur-la-crise-libyenne-2011050711106.html>

## 1 Otan

### Frappes de l'Otan sur Tripoli

Des missiles de l'Otan se sont abattus dans la nuit de lundi à mardi sur Tripoli, où les autorités affirment que quatre enfants ont été blessés et où le complexe où vit Mouammar Kadhafi aurait été visé.

Les autorités libyennes ont emmené les journalistes étrangers dans un hôpital aux vitres apparemment soufflées par les explosions.

"Deux enfants sont dans un état grave et sont placés dans une unité de soins intensifs à l'hôpital", a indiqué un responsable. Les victimes, a-t-il ajouté, ont été touchées par des éclats de verre soufflés par les déflagrations.

Les journalistes ont également été transportés vers un bâtiment complètement détruit et qui abritait, selon les autorités, la Haute commission pour l'enfance. Ce bâtiment colonial avait déjà été endommagé fin avril.

Un témoin a déclaré de son côté que le complexe où vit Kadhafi avait pu être touché. "La direction d'au moins une des explosions suggère que le site a été visé", a-t-il dit.

Le dirigeant libyen vit dans le complexe de Bab al Aziziah, vaste ensemble fortifié qui porte encore les stigmates des bombardements américains de 1986 et a été visé à plusieurs reprises depuis le début de l'intervention armée contre le régime libyen, le 19 mars.

Reuters,

10/05/

### Tripoli visée par de violents bombardements

C'est un bombardement d'une violence inhabituelle qui a touché la capitale libyenne dans la nuit de lundi à mardi. Au total, des avions ont mené huit frappes en environ trois heures à Tripoli. Aucun bilan n'était encore disponible à l'aube.

Quatre à cinq explosions, selon les sources, ont secoué la ville peu après 2 heures (heure locale et de Paris). Deux autres explosions sourdes ont suivi peu après. Les missiles, venant probablement d'avions de l'Otan, ont ciblé le complexe de Mouammar Kadhafi, selon des témoins cités par Reuters. Des sirènes pouvaient être entendues dans la nuit, ainsi que des tirs sporadiques de fusils d'assaut et d'armes lourdes, alors que des avions continuaient de survoler la ville.

Plus tôt dans la nuit, deux explosions avaient déjà été entendues, selon des témoins, alors que des avions survolaient Tripoli, où des nuages de fumée étaient visibles près des **locaux de la télévision d'Etat** et de l'**agence officielle Jana**. **Un immeuble public abritant la haute commission pour l'enfance, qui avait déjà été bombardé le 30 avril, a été détruit**, selon une source officielle libyenne. Le toit du bâtiment et un mur ont été partiellement soufflés.

Les avions de l'Otan ont déjà bombardé à plusieurs reprises des cibles à Tripoli. L'Alliance a pris fin mars le commandement des opérations militaires de la coalition internationale, menant en deux mois plus de **2260 frappes**, sous mandat de l'ONU, pour empêcher les attaques des forces du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi contre les civils.(sic)

Le Figaro, 10 mai 2011

---

## 2 Politique des Usa

### Des Canons ... pas du beurre

#### Les opérations en Libye coûtent 750 millions de dollars aux Etats-Unis

Les opérations militaires en Libye entraînent un coût d'environ 750 millions de dollars pour les Etats-Unis, a affirmé jeudi le secrétaire à la guerre Robert Gates, lors d'une visite à la base des Marines à Camp Lejeune (Caroline du Nord).

Ce surcoût sera financé sur le budget du Pentagone et ne nécessitera pas de rallonge du Congrès, a-t-il ajouté. Le ministre n'a pas précisé s'il s'agissait du coût depuis le début des opérations le 19 mars ou s'il s'agissait des dépenses prévues pour ces opérations d'ici la fin de l'exercice budgétaire le 30 septembre.

Ce chiffre laisse supposer un coût supplémentaire par rapport à ce que le Pentagone prévoyait ce qu'a démenti son porte-parole, le colonel David Lapan.

Au 4 avril, trois jours après le transfert de la conduite des opérations des Etats-Unis à l'Otan, 608 millions de dollars avaient été dépensés.

Le Pentagone prévoyait un budget d'environ 40 millions supplémentaires pour chaque mois d'opération.

Depuis début avril, les Etats-Unis apportent essentiellement un rôle de soutien à l'opération de l'Otan, notamment grâce à leurs avions ravitailleurs et de brouillage. Ils ont repris leurs frappes aériennes le 21 avril à l'aide de deux drones 'Predator.'

#### Les rebelles libyens demandent à être reconnus par les Etats-Unis

Le chef de la diplomatie de la rébellion libyenne, Mahmoud Jibril, a déclaré jeudi qu'il souhaitait que les Etats-Unis reconnaissent officiellement les rebelles libyens, à la veille d'entretiens à la Maison Blanche.

Interrogé sur la chaîne CNN sur ce qu'il attend des entretiens qu'il aura vendredi avec l'administration américaine à la Maison Blanche, Mahmoud Jibril a souhaité que le CNT soit reconnu comme "l'unique représentant légitime du peuple libyen".

A l'inverse de la France, de l'Italie, du Qatar et de la Gambie, les Etats-Unis n'ont pas officiellement reconnu le CNT, qui siège à Benghazi (est de la Libye), comme le représentant légitime du peuple libyen, à la place du régime du colonel Kadhafi, au pouvoir depuis plus de 40 ans à Tripoli.

Jibril sera reçu vendredi à la Maison Blanche par le conseiller du président Obama pour la Sécurité nationale, Tom Donilon. Il a rencontré depuis son arrivée à Washington des parlementaires américains et des responsables de l'administration.

Plus tôt jeudi, lors d'un discours devant le centre de réflexion Brookings, M. Jibril a pronostiqué une chute du régime Kadhafi "dans les quelques semaines à venir" et demandé l'aide des Etats-Unis pour aider financièrement les insurgés.

De source proche de l'administration, Washington pourrait ainsi verser à court terme plus de 150 millions de dollars aux rebelles.

Pendant que M. Jibril prenait la parole à Washington, le chef du CNT Moustapha Abdeljalil était à Londres pour rencontrer le chef du gouvernement britannique David Cameron. Ce dernier a fait jeudi un pas de plus dans son soutien à l'opposition libyenne, en l'"invitant" à ouvrir un bureau à Londres, le premier en Europe.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=15263&cid=13&fromval=1&frid=13&seccatid=15&s1=>

---

## 3 Politique Libyenne

### Sur le terrain

#### Les tribus attachées à l'unité du pays et l'intégrité du territoire.

Les différentes tribus libyennes ont réaffirmé, jeudi, leur attachement à l'unité de la Libye et l'intégrité de son territoire, dénonçant le complot qui se fomentait contre le pays et appelant à l'arrêt de l'agression contre le peuple libyen. Quelque 2000 chefs et membres des tribus libyennes qui ont participé, jeudi à Tripoli, à la conférence nationale générale des tribus libyennes, ont plaidé au cours de leurs interventions à la réconciliation nationale entre les Libyens. Ils ont dénoncé également les raids aériens perpétrés par l'OTAN qui ont tué des civils et détruit l'infrastructure du pays. Les chefs de tribus ont vigoureusement condamné le ciblage des civils ainsi que les tentatives d'assassinat du leader libyen à travers le bombardement de sa résidence causant la mort de son plus jeune fils Seif Al-Arab Kadhafi ainsi que de trois petits enfants, et qualifié cet acte de contraire à toutes les règles et lois internationales.

Cette rencontre des différentes tribus libyennes est le couronnement d'une série de réunions ayant regroupé les tribus et composantes de la société libyenne partout en Libye.

Pana

06/05/2011

## Des Canons ... pas du beurre

### Le Premier Ministre libyen accuse l'OTAN de violer la Charte de l'ONU

Le Premier ministre libyen al-Baghdadi Ali al-Mahmoudi a dénoncé mardi les bombardements de son pays par l'OTAN comme étant une violation de la Charte des Nations Unies, a rapporté l'agence de presse libyenne JANA. M. al-Mahmoudi a lancé cette condamnation en informant par téléphone le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et le Premier ministre grec George Papandreou des conséquences dévastatrices des bombardements de l'OTAN, selon JANA. Les raids aériens lancés par l'alliance dirigée par l'OTAN ont clairement dépassé la portée du mandat de l'ONU et constituent une violation du droit international et de la Charte de l'ONU, a déclaré le Premier ministre libyen, qualifiant l'action de l'OTAN de violation "sévère et durable" et d'"agression contre le peuple libyen".

M. al-Mahmoudi a également téléphoné au ministre bulgare des Affaires étrangères, Nickolay Mladenov, a rapporté JANA, sans révéler le détail de leur conversation.

La diplomatie téléphonique du PM libyen fait suite à une nuit turbulente durant laquelle Tripoli a fait l'objet d'une série d'explosions. Un bâtiment gouvernemental, visé par les bombardements, a été détruit, et une tour de communication utilisée pour les services mobiles a elle été endommagée.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté mi-mars une résolution pour autoriser la prise de toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils libyens. Toutefois, les parties participant à l'intervention ont apparemment transformé l'intervention en une mission pour aider les rebelles libyens à renverser le gouvernement libyen, qui est toujours reconnu par les Nations Unies.

<http://french.cri.cn/781/2011/05/11/302s243983.htm>

xinhua

2011-05-11

---

## 4 Europe (Otan)

### 1 France

#### La France expulse 14 "ex-diplomates libyens".

La France a déclaré "persona non grata 14 ex-diplomates libyens" qui disposent d'un "délai de 24 ou 48 heures" pour quitter le territoire français, a annoncé vendredi le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères dans un communiqué.

"La France a déclaré persona non grata 14 ex-diplomates libyens en poste en France. Suivant les cas, les intéressés disposent d'un délai de 24 ou 48 heures pour quitter le territoire national", a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay Bernard Valero. Paris leur reproche "des comportements et activités non compatibles avec les résolutions de l'ONU pertinentes et notamment la 1973 et contraires à la protection des populations civiles libyennes", a précisé le ministère, interrogé par l'AFP.

Ces 14 diplomates ont été nommés par le régime du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, que Paris ne considère plus légitime et qui a reconnu le Conseil national de transition (CNT, rébellion).

Les ambassadeurs de Libye en France et à l'Unesco (dont le siège est à Paris) avaient annoncé, le 25 février, qu'ils démissionnaient pour condamner "les actes de répression en Libye" et qu'ils "rejoignaient la révolution" contre le colonel Mouammar Kadhafi. Un groupe d'opposants libyens avait pris la veille le contrôle de l'ambassade de Libye à Paris.

Une coalition internationale -- menée par la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis -- est intervenue le 19 mars en Libye sous mandat de l'ONU pour mettre fin à la répression sanglante du soulèvement contre le régime Kadhafi.

06/05/2011

<http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/la-france-expulse-14-ex-diplomates-libyens/id-menu-957.html>

---

## 5 Monde

### 1 Russie

#### Moscou hostile à l'élimination de Kadhafi et de sa famille.

Faire de Mouammar Kadhafi et de sa famille une cible légale de l'opération de l'Otan en Libye signifie "outrepasser manifestement le mandat" délivré par le Conseil de sécurité de l'Onu, estime le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

"La coalition déclare ouvertement qu'un changement de régime fait partie de sa mission en Libye et que Kadhafi et sa famille [...] constituent une cible légale de ses frappes. C'est trop. Cela signifie outrepasser manifestement le mandat", a-t-il affirmé dans une interview au quotidien Moscow News.

Le gouvernement libyen a fait savoir que le fils cadet de Kadhafi, Saïf al-Arab (29 ans), trois petits-fils du chef de l'Etat et quelques-uns de ses amis et voisins avaient été tués dans la nuit du 1er mai lors d'un raid aérien de la coalition sur Tripoli. Le

dirigeant libyen et son épouse n'ont pas été blessés.

Selon M. Lavrov, la Libye est en proie à une guerre civile qui risque d'entraîner des conséquences catastrophiques.

"La coalition glisse de plus en plus vers le soutien apporté à une

partie du conflit. Il n'existe qu'une seule issue: cesser d'urgence les hostilités [...] et rechercher une solution sur la base d'efforts de médiation", a indiqué le chef de la diplomatie russe, soulignant que ces efforts devaient être engagés en premier lieu par l'Union africaine et l'Onu.

11 mai -

<http://fr.rian.ru/world/20110511/189451438.html>

## La Russie préoccupée par l'usage excessif de la force.

La Russie partage l'opinion que les actions de la coalition internationale en Libye vont au-delà de la résolution onusienne 1973, a indiqué mardi l'ambassadeur russe auprès des Nations Unies Vitali Tchourkine lors d'une réunion du Conseil de Sécurité de l'Onu consacrée à la protection des civils.

"Les affirmations des représentants de la coalition sur le respect de la résolution 1973 du Conseil de Sécurité, sont de plus en plus déconnectées de la réalité", a déclaré l'ambassadeur.

Selon lui, compte tenu des résultats mitigés des opérations de protection des civils autorisées par le Conseil de Sécurité, la Russie estime nécessaire d'"affirmer une nouvelle fois que les casques bleus ne peuvent pas prendre part à un conflit armé et se mettre de facto du côté d'une des parties belligérantes".

À cet égard l'ambassadeur a partagé la préoccupation exprimée mardi par Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe de l'ONU pour les Affaires humanitaires, concernant le conflit armé en Libye.

NEW YORK (Nations Unies),

10 mai -

RIA Novosti

---

## 2 Chine

### L'ambassade de Chine à Tripoli endommagée par un raid aérien de l'OTAN

La télévision nationale libyenne a rapporté jeudi qu'une frappe aérienne de l'OTAN avait endommagé l'ambassade de RPDC dans la capitale tripoli, sans donner davantage de détails.

Plus tôt jeudi, la télévision avait diffusé des images du leader libyen Mouammar Kadhafi lors de sa rencontre avec des chefs de tribus. Il s'agissait de la première apparition de Kadhafi depuis la frappe de l'OTAN contre son lotissement le 30 avril qui avait tué un de ses fils, Saif al-Arab.

La brève apparition télévisée de Kadhafi avait pour but de taire les rumeurs concernant le leader libyen.

12/05

[http://french.news.cn/monde/2011-05/12/c\\_13872136.htm](http://french.news.cn/monde/2011-05/12/c_13872136.htm)

---

## 6 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

### 6-1 Michel Collon: Bons ou mauvais arabes?

VIDEO <http://www.youtube.com/watch?v=-aDbDim-TQ8>

### 6-2 Chavez défend sa vérité sur la Libye

!

Vidéo [http://www.dailymotion.com:80/video/xhhp2c\\_chavez-defend-sa-verite-sur-la-libye\\_news](http://www.dailymotion.com:80/video/xhhp2c_chavez-defend-sa-verite-sur-la-libye_news)

---

### 6-3 Guerre de Libye : Média-mensonges.

Parmi d'autres, citons les points suivants :

#### 1- **Kadhafi bombarde son peuple**

Malgré les moyens techniques époustouffants dont nous disposons, AUCUNE télévision ne nous a montré d'images de bombardements....

#### 2- **Une révolte populaire**

Alors que les manifestants Tunisiens et Égyptiens n'étaient pas armés, il n'aura échappé à personne que ce n'était pas le cas en Libye. Depuis quand des citoyens révoltés ont ils des armes lourdes ?

Rappelons aussi que la Libye est un état dont les populations sont structurées en « tribus », il s'agirait donc, à-priori, plus d'une guerre civile que d'une «révolution ».

#### 3- **Un nombre de morts extrêmement important**

Les décès annoncés par la presse sont très variables : selon l'heure, 6000 ou 200 .... Ce qui montre une fois de plus que le rôle joué par nos médias ne fut pas celui de l'information juste et vérifiée.

#### 4- **Une action de la « Communauté Internationale »**

La seule instance qui pourrait revendiquer le titre de « Communauté Internationale » est l'Assemblée Générale des Nations Unies. Dans le cas présent un petit groupe de pays seulement a voté pour la résolution 1973 du Conseil de Sécurité. Notons l'abstention de certains de nos partenaires les plus proches (Allemagne,...) et de grandes nations telles la Chine, l'Inde, la Russie.... Et les bombardements sont coordonnés par le commandement US!

Possibilités

Faut-il laisser les situations s'envenimer ? Ou déclarer la guerre ?

Ni l'un ni l'autre, les choix ne sont que rarement binaires. D'autres voies existaient et nous ne rappellerons que l'offre du président Vénézuélien Hugo Chavez qui se proposait d'organiser une médiation entre les parties sous la direction de l'ancien président US, Monsieur Carter. Cette possibilité, ACCEPTÉE par Kadhafi et soutenue par l'Union africaine, l'ALBA et la Ligue arabe a été refusée par la partie adverse. N'aurait-on pu obliger les acteurs à « se mettre à table » ?

Respect de la résolution

#### 1- **Cessez-le-feu**

Lors du vote de la résolution, Kadhafi a annoncé un cessez-le-feu. N'aurait-il pas été pertinent de vérifier sur place la réalité de ces propos avant de le bombarder ?

#### 2- **Embargo sur les armes**

Il est établi que ce que nous nommons « les révolutionnaires » ont reçu des armes après le vote de la résolution. Approvisionnement qui ne peut se faire sans accord de nos (OTAN) forces.

#### 3- « **No fly zone** »

Les premiers actes de guerre, AVANT le vote au parlement belge, furent des tirs de missile (103?) à partir de bâtiments des flottes des pays coalisés. Cela répond-il aux prescriptions de l'ONU ?

Déclarations de nos décideurs

Les déclarations affirmant que le but de l'opération est le départ de Kadhafi sont proprement scandaleuses. Cela est en effet **TOTALEMENT ILLÉGAL** en regard du droit international et ne rentre évidemment pas dans le cadre de la résolution 1973 qui a pour but de « protéger la population ».

Autres réflexions

Une guerre « propre » ou même une guerre « juste » n'existe pas. Pour citer Saint Exupéry : « la guerre n'est pas une aventure, c'est une maladie, comme le Typhus »..... L'on voit mal comment le lancement de missiles et de bombes pourrait « protéger la population » comme nous y invite la résolution du conseil de sécurité.

Y a-t-il une personne censée qui affirmerait que la « démocratie » peut être imposée par les bombes ? Ne faudrait-il pas plutôt croire que nous allons amener le chaos et la désolation, comme nous l'avons fait au Kosovo, en Afghanistan, en Irak ?

Quelqu'un sait-il qui est ce que les médias appellent « l'opposition » ? Nous savons qu'elle comprend un ancien ministre de la justice ayant fraîchement démissionné, quelques ambassadeurs de Kadhafi ayant eux-aussi fraîchement démissionné, des supporters du roi Idriss, des islamistes....

Mais qui en fait réellement partie ?

Quelles sont les revendications de ce groupe hétéroclite ?

Pour toutes ces raisons/données, **HONTE A VOUS**, prétendus représentants.....

<http://guerre.libreinfo.org/manipulations/medias-mensonges/417-guerre-de-libye.html>

---

## 6-4 Djamel Labidi : Libye : «Aube de l'odyssée» ou cheval de Troie (version complète)

La crise libyenne restera probablement dans l'Histoire comme l'une des plus grandes opérations de désinformation et de violation du droit international de notre époque.

***Nous remercions sincèrement Djamel Labidi de nous avoir fait parvenir l'intégralité de son article.***

*Chers amis,*

*J'ai eu le plaisir de retrouver mon article "Lybie, Aube de l'Odyssée ou Cheval de Troie" sur votre site le 25 mars. Coïncidence, la version complète de mon article fait justement mention de la révolte de la Commune de Paris en 1871. Je vous l'envoie donc ci dessous pour que ce soit cette version qui soit en ligne. Le passage en question est le 5ème paragraphe de la première page, il commence à "1871" et se termine à "la dignité de la France".<sup>1</sup>*

*Amicalement*

*Djamel **LABIDI***

«Aube de l'Odyssée» est le nom de code de l'intervention militaire occidentale en Libye.

La France, la première, a bombardé en Libye, en Afrique du Nord, aux frontières de l'Algérie. Cela n'était pas arrivé depuis un demi-siècle, depuis la fin de notre guerre de libération.

**Du coup, le hurlement des réacteurs des avions de chasse français, le sifflement strident des rockets, le hurlement funèbre des missiles américains, donnent une autre réalité à l'appel des insurgés libyens à l'aide de l'Occident. L'enfer est pavé de bonnes intentions. Certes, il pouvait être difficile pour les plus sincères des insurgés de faire la part des choses entre la cause nationale et celle de la démocratie. Mais désormais, ils ne peuvent plus ignorer cette réalité, celle des bombardements de forces étrangères sur leurs propres villes, sur leurs propres aéroports, sur leurs propres routes, sur leur propre peuple, car là**

**aussi il s'agit de bombardements contre des populations civiles, et il n'y a pas un bon et un mauvais peuple. Démocratie où serait ta victoire si elle se faisait à ce prix.**

Tout petit, mon père m'avait raconté cette histoire: C'était pendant la période coloniale. Clemenceau, le président du Conseil français, visitait l'Algérie et était arrivé à la porte d'une ville'. Un bachagha algérien, l'accueillant, lui dit: «C'est mon père qui a ouvert cette ville à la France». Et Clemenceau de lui répondre: «Monsieur, chez nous, on appelle cela un traître.»

Que les insurgés libyens, et les Etats arabes qui ont appelé à l'intervention armée, prennent garde aux flatteries occidentales sur «leur courage» et «leur détermination démocratique». Il n'y a aucun courage à compter sur des armées étrangères pour vaincre. Ces flatteries ne cachent, en réalité, que mépris pour eux. **Peut-on défendre une révolution démocratique et nationale en indiquant à des forces armées étrangères les sites de son propre pays à bombarder. Espérons que les plus lucides des démocrates libyens prendront conscience du terrible engrenage dans lequel on veut les entraîner, de glissement en glissement, et qu'ils comprendront qu'on ne peut défendre la démocratie sans défendre la nation.**

**En 1871, en Europe, les Prussiens, vainqueurs de Napoléon III, étaient arrivés aux portes de Paris. Napoléon III était un dictateur, il avait fait un coup d'Etat, il était un aventurier et un escroc. Pourtant le peuple de Paris n'a pas accueilli les Prussiens comme des libérateurs. La Révolution de la Commune de Paris a pris les armes d'abord contre l'armée prussienne pour défendre l'indépendance et la dignité de la France.**

**Les peuples hiérarchisent les priorités.**

Le nouveau pouvoir Libyen, s'il est installé par l'étranger, sera marqué par les conditions de sa naissance. Il sera vulnérable, soumis à la volonté de ceux qui l'auront fait. Rien n'aura été réglé. Pire, la crise démocratique se sera transformée en crise nationale

Tout cela est dommage. Terriblement dommage. Si les vrais démocrates libyens ne redressent pas la situation, on pourra dire alors que la révolution démocratique libyenne aura, pour le moment, échoué. Il n'est pas d'exemple historique de révolution qui ait été véritable en étant apportée par des forces armées étrangères.

#### **DESINFORMATION et MANIPULATIONS**

**La crise libyenne restera probablement dans l'Histoire comme l'une des plus grandes opérations de désinformation et de violation du droit international de notre époque.**

Un point est à cet égard significatif: la résolution 1973 adoptée Jeudi 17 mars par le Conseil de sécurité. Cette résolution dans son article 1, qui a donc la primauté sur tous les autres, ordonne un cessez le feu en Lybie, et dans son article 2 préconise expressément «un dialogue qui débouche sur les réformes politiques nécessaires à un règlement pacifique et durable» (souligné par nous). Ce sont ces dispositions qui vont faire que les principales grandes nations émergentes (Chine, Russie, Inde, Brésil) ne vont pas voter contre cette résolution mais s'abstenir, pour exprimer leur méfiance au fait que la résolution laisse quand même la possibilité d'une intervention extérieure (article 4).

Mais les dispositions réelles de la résolution vont être passées sous silence dans une gigantesque campagne médiatique qui ne veut y voir que «l'autorisation du recours à la force contre le régime de Kadhafi» (journal «Le Monde» du 18 mars), et donc celle de procéder à «des frappes». Ceci n'est pourtant pas dit dans la résolution qui parle seulement «de toutes mesures nécessaires à la protection des populations civiles» sans citer nulle part le «régime de Kadhafi», c'est à dire en s'adressant à toutes les parties en conflit.

La campagne médiatique est si violente que l'opinion est sidérée et qu'il lui est littéralement impossible de ne pas croire à ce qu'on lui dit. Le ministre des affaires étrangères français, Alain Juppé, tient à prendre la parole devant le Conseil de sécurité, donnant l'impression d'être triomphant à la suite de l'adoption de la résolution. Il s'essaie d'ailleurs à reprendre les accents lyriques de Dominique de Villepin lors du refus de la France à la résolution concernant l'Irak (en 2003), mais il n'en est que le négatif, la triste et pâle copie, là où l'un s'était opposé à une agression, l'autre la réclame. Alain Juppé sort, ensuite, quasiment en courant, de la réunion du Conseil de sécurité et se précipite vers les medias comme s'il venait de recevoir l'autorisation d'une intervention armée en Lybie.

D'ailleurs les medias occidentaux s'impatientent que les frappes ne commencent pas de suite.

Cette campagne médiatique est totalitaire, ne laisse aucun espace à l'esprit critique. Il ne doit y avoir aucune place à d'autres opinions que celle caricaturant El Gueddafi, le présentant comme un fou dangereux qui doit être éliminé. Il faut empêcher les gens de réfléchir au delà d'El Gueddafi, c'est à dire au fond de la crise actuelle, à tous ses aspects, aux véritables enjeux, bref les obliger au conformisme le plus plat.

**Les grandes chaînes satellitaires et des journaux arabes, au Machrek et au Maghreb, participent à cette immense manipulation, soit parce qu'ils soutiennent les positions occidentales, soit parce qu'ils sont eux aussi impressionnés par cette pression médiatique extrême. C'est le cas de la chaîne El Djazira, dont le pays d'accueil, le Qatar est partie prenante de la coalition occidentale, mais aussi d' «El Arabiya» et d'autres, dans un contexte d'unanimité, et d'uniformisation de l'information encore jamais vu.**

L'un des instruments essentiels de la désinformation va être de cacher, non seulement le contenu réel de la résolution, mais aussi que l'essentiel de l'humanité est contre une intervention militaire étrangère. D'abord les grandes nations émergentes: la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie. Il faut y ajouter la Turquie. Ces pays ont dénoncé le détournement de la résolution et l'usage qui en a été fait. C'est le cas aussi de l'Union Africaine qui s'oppose aux attaques militaires actuelles et qui n'a pas voulu participer au sommet de Samedi à Paris. Et c'est le cas même de la Ligue arabe, dont le Secrétaire général vient de dénoncer l'interprétation qui a été faite de la notion «de zone d'exclusion aérienne». La résolution adoptée par la Ligue arabe à ce sujet a été surtout le fait des

monarchies du Golfe, Etats à faible population et représentant une minorité du monde arabe. Parmi les pays voisins, l'Algérie a voté contre. L'Egypte et la Tunisie sont en période de transition mais, notamment la première, prend de plus en plus ses distances avec la coalition occidentale. Il n'y reste que le Qatar, qui s'y retrouve aujourd'hui seul, isolé.

Un autre aspect de la désinformation va consister à présenter l'intervention armée comme la seule alternative. «Pouvait on laisser des populations civiles être massacrées», voilà ce qui va être le leitmotiv. Rien n'est là aussi plus faux. Le président Chavez avait présenté, dès le début de la crise un plan de dialogue qui avait été accepté par El Gueddafi, la Ligue arabe et l'Union africaine. Et comme on l'a vu l'article 2 de la résolution du conseil de sécurité privilégiait aussi le dialogue. L'opinion a donc été désinformée de la véritable décision de l'ONU. Chauffée à blanc, elle va même s'impatienter du retard à lancer l'attaque. Mais il était difficile de violer à ce point la lettre de la résolution du Conseil de sécurité qui accordait la priorité à un cessez le feu, et donc de violer d'évidence le droit international. Or le pouvoir libyen déclare de suite accepter la résolution de l'ONU, qu'il s'y soumet et il décrète un cessez le feu immédiat. Il fallait donc prouver à tout prix que le régime libyen ne respectait pas le cessez le feu.

### **LES FAMEUX TEMOINS OCULAIRES**

Le relai est alors pris par des chaînes satellitaires arabes, notamment El Djazira, la chaîne Qatari. C'est la fameuse utilisation de la source des «témoins oculaires» ( en arabe chouhoud ayan) qui restera probablement comme l'une des caractéristiques des méthodes d'information (et de désinformation) durant cette crise). Et c'est ainsi qu'à l'ère du règne des images et des événements suivis en direct, ce sont des «témoins» (qu'on entend souvent sans les voir) qui nous donnent des informations... sans images. Et lorsqu'on a des images, on a l'impression gênante souvent de mises en scènes: soldats et hommes armés accoutrés de façon disparate, pièces de DCA dont les servants semblent s'amuser comme avec un jouet, en les tournant dans tous les sens et en tirant au hasard comme contre des avions devant les caméras, armées de mercenaires noirs signalées dans un langage qui confine au racisme mais invisibles etc.

Dans la nuit du Jeudi 17 mars au Vendredi 18 mars, «El Djazira» (et aussi «El Arabiya» mais avec plus de retenue) va créer une atmosphère dramatiquement intense de témoignages oculaires affirmant que le cessez le feu n'est pas respecté et que les troupes gouvernementales sont «entrées dans les faubourgs de Benghazi». Le soir, El Djazira, aux environs de 19h (heure d'Alger), interviewe en direct l'ambassadrice américaine Susan Rice pour lui affirmer que le cessez le feu n'est pas respecté et lui reprocher avec véhémence de ne pas se porter au secours de Benghazi «avant qu'il ne soit trop tard». Quelques minutes après, l'ambassadrice américaine, comme si elle n'attendait que cela, reprenant El Djazira, dira que le cessez le feu n'est pas respecté et France 24 reprendra ceci comme une information officielle. Les envoyés spéciaux de France 24 utiliseront eux aussi le procédé du «témoin oculaire». Ils n'ont pas d'images, n'ont rien vu, bien qu'ils soient «sur le terrain» mais le fait «d'être sur le terrain» a ici pour fonction de leur donner plus de crédibilité. La pression devient le Samedi matin de plus en plus intense, au fur et à mesure qu'on s'approche du sommet international réuni à Paris ce jour et qui doit décider des frappes militaires. On donne l'image d'un avion de chasse qui s'écrase en feu sur Benghazi, dont on dira après qu'il n'est vraisemblablement pas un avion sous contrôle du gouvernement libyen, mais on préfère bizarrement ne plus le dire.

Il est clair que le pouvoir libyen a intérêt à respecter le cessez le feu et à ne donner aucun prétexte aux frappes. Mais qu'importe. Quand on veut noyer son chien, on l'accuse de la rage. «El «Gueddafi est un menteur, on ne peut faire confiance à ce régime», cette affirmation va désormais être répétée sans arrêt et servir d'argument générique, permettant l'économie de toute argumentation, de toute preuve. Soit. Il n'est pas digne de confiance, mais alors pourquoi ne pas avoir recours à des observateurs chargés de contrôler le cessez le feu. C'est ce que proposent les libyens mais en vain.

Après les frappes, et comme par enchantement, on ne parlera plus de troupes de El Gueddafi «dans les faubourgs de Benghazi». Et lorsqu'on annoncera les premières victimes des missiles américains sur Tripoli, les journalistes de France 24 et d'El Djazira, devenus soudains sceptiques et professionnels, diront qu'il est nécessaire de vérifier ces informations.

### **COMME A LA «BELLE EPOQUE»**

Quel que soit le comportement du gouvernement libyen, la cause était entendue d'avance. Il fallait éliminer El Gueddafi, et si besoin est physiquement, comme on le verra suggéré. **La façon dont ont été déclenchées les frappes, les cibles visées, prouvent la préméditation et que les préparatifs ont été faits bien à l'avance, déjà au moins lorsque les bâtiments de guerre américains, français et anglais sont venus croiser au large des côtes libyennes. L'évolution même du langage des médias et des officiels occidentaux montrent les buts réels de l'opération: on passe successivement de «zone d'exclusion aérienne» à «frappes ciblées» puis à «frappes préventives», puis à «l'appui à donner aux insurgés pour renverser El Gueddafi qui est de toute façon fini politiquement».**

La partition de la Lybie, entre d'une part la Tripolitaine et d'autre part la Cyrénaïque est déjà évoquée comme une option. Certains intellectuels français, comme Antoine Sfeir, qui a réclamé avec acharnement avec Bernard Henry Lévy une intervention militaire, va jusqu'à envisager sur la chaîne France 5 (émission «C dans l'air», 16 mars) l'éventualité «que quelqu'un mette à Gueddafi une balle dans la tête». Un autre «spécialiste des pays arabes», Antoine Basbous suggère sur France 2 («Télématin», 21 mars) que la disparition de El Gueddafi résoudrait bien des problèmes.

La crise libyenne révèle d'un seul coup l'état culturel d'une grande partie de l'intelligentsia française. Certains ne se contentent pas seulement de justifier l'intervention armée en Lybie, ils vont même jusqu'à prendre un plaisir

inquiétant à donner des conseils sur la manière de mener l'action militaire, comme le font Pascal Boniface, Pierre Hesner, Paul Pancraccio, Jean François Daguzan, des intellectuels et chercheurs français dans le journal «Le Monde» du 16 Mars 2011.

S'il y a une contradiction trop évidente, comme l'étrange tolérance sur ce qui se passe à Bahreïn, le problème est écarté d'un revers de la main, et on propose là une grille de lecture d'un conflit entre sunnites et chiïtes, en oubliant de dire qu'ils sont avant tout tous arabes. Sur les plateaux des médias français se succèdent intellectuels, experts militaires et hommes politiques, dans une alliance sacrée qui va de la droite à la gauche. Chacun adresse des louanges à la lucidité et à «l'audace» du président Sarkozy. L'atmosphère est à une hystérie guerrière, à une frénésie militaire, à un sentiment de puissance au spectacle des Mirages qui décollent pour une proie si facile, pour une guerre sans risques. Tout ce monde laisse l'impression de respirer un moment, euphorique, l'air de la «la belle époque», celle de la domination coloniale. Le chauvinisme se cache comme toujours, et comme déjà à cette époque, derrière des arguments humanitaires et civilisationnels. Des mots méprisants et révélateurs sont parfois lâchés comme ce journaliste de France 24, Silvain Attal, qui veut justifier le rôle leader de la France dans cette opération, en revendiquant le Maghreb comme «l'arrière cour de la France». Le plaisir guerrier, est ici d'autant plus fort que la France doute d'elle même dans un monde qui change inexorablement et où les pays occidentaux auront à accepter leur nouvelle place, une place égale aux autres. Les interventions militaires se suivent et se ressemblent, en Irak, en Afghanistan etc. On ne change même pas le script et presque pas le casting du côté des acteurs occidentaux. «opérations humanitaires, défense des populations civiles», les justifications sont les mêmes. C'est chaque fois la catastrophe et d'immenses souffrances pour les peuples victimes, mais on recommence chaque fois.

### **IRAK REPLAY**

C'est le remake des deux guerres contre l'Irak. Tout y est, exactement, comme s'ils n'avaient rien appris depuis 20 ans. Le premier ministre anglais, David Cameron, retrouve exactement les mêmes mots que Bush et Tony Blair et commence son discours de justification de l'attaque contre la Lybie en disant «Nous avons des informations fiables que...». On affirme à nouveau que les frappes des missiles Cruise et Tomawak sont des «frappes chirurgicales» pour une nouvelle «guerre propre». **Dans la nuit de Tripoli recommence le feu d'artifice monstrueux, comme à Bagdad.**

Le plus douloureux est de retrouver des chaînes et des journaux arabes justifier tout cela et avec des arguments semblables. **La Chaîne El Djazira a représenté, pour l'opinion arabe, un grand espoir d'esprit critique, de pluralité de l'information, bref de démocratie. Avec la crise libyenne, elle devient brusquement une chaîne gouvernementale arabe comme les autres, un instrument de propagande. On se souvient soudain qu'elle est la chaîne du Qatar.** Où est El Djazira qui représentait une source d'informations, une alternative à la désinformation pendant les guerres contre l'Irak, contre le Liban, contre Gaza. Le 19 mars, 110 missiles tomahawks avaient été tirés sur la Lybie. Le soir, les journalistes de «El Djazira» nous expliquaient, admiratifs, que les missiles tomahawks coûtent extrêmement chers mais qu'ils sont très précis, et qu'il est donc à l'honneur des américains de les utiliser contre Tripoli pour faire le moins possible de victimes civiles. C'est là aussi dommage, bien dommage pour l'avenir et la crédibilité d'El Djazira auprès de l'opinion arabe mais aussi pour nous tous car les chaînes satellitaires arabes ont été, malgré tout, l'un des plus grands progrès de ces dernières années. Mais espérons qu'il ne s'agisse que d'un épisode. En tout cas, il prouve comment la cause nationale et la cause démocratique sont profondément imbriquées dans le monde arabe et que tout recul de l'une est le recul de l'autre. Les Etats occidentaux ont baptisé leur opération militaire contre la Lybie «Aube de l'Odysée». Est ce un lapsus car on pense invinciblement alors au Cheval de Troie. La Démocratie pourra-t-elle être utilisée comme Cheval de Troie d'un retour du colonialisme, comme peut le faire croire ce qui se passe en Lybie. C'est ce que pourraient penser les nostalgiques des régimes nationalistes autoritaires. Mais rien n'est plus faux.

En réalité, les Etats occidentaux dominants sont inquiets, désarmés devant cette intervention massive des Arabes sur la scène historique. La révolution démocratique arabe mûrit partout y compris lorsqu'elle échoue momentanément ici et là. En Tunisie et en Egypte, elle ne tardera pas à fournir ses fruits au bénéfice de tout le monde arabe. Elle est aujourd'hui un formidable outil de libération nationale et sociale, le seul fourni finalement par l'Histoire. Il n'y a pas d'autre alternative, y compris pour le pouvoir libyen actuel, qui ne doit pas comprendre que l'hostilité, qui se développera certainement dans l'opinion mondiale et arabe à l'agression étrangère, signifie un soutien à lui.

Paru dans "Le Quotidien d'Oran " du Jeudi 24 Mars 2011

Sans le paragraphe sur la commune de Paris.

### **Notes NDR**

1Cette commune de Paris si chère à notre cœur et notre souvenir. Modèle de ce que pourrait être une révolution véritablement démocratique. Une révolution pour le peuple et par le peuple.

L'histoire de la commune nous enseigne aussi que les possédants de ce monde n'acceptent pas de partager, que toujours ils essaient d'écraser dans le sang toute révolution naissante. Et lorsqu'il n'est pas possible de le faire ils tentent de l'étouffer par la peur. En semant la panique chez les travailleurs étrangers de Libye l'impérialisme oblige les révolutions naissantes d'Egypte et de Tunisie à devoir faire front à de graves problèmes humanitaires. Oui Il fallait un changement en Libye, une révolution mais celle du peuple et de lui seul. Aujourd'hui en attaquant la Libye au nom des droits de l'homme l'ONU bafoue l'un des droits fondamentaux : celui des peuples à disposer d'eux mêmes pour le pire comme pour le meilleur. Nous l'avons vu partout, une révolution qui se fait sans le peuple est une révolution qui se fait contre le peuple. Malheureusement on confond trop souvent le peuple avec la classe qui ne cesse d'exploiter qui n'a ni souci de la nation, ni celui du bien de l'ensemble du peuple.

Puissent tous les peuples du sud qui sont aujourd'hui un espoir pour la planète connaître ce temps que nous espérons tous.

Maryvonne Leray

<http://www.mleray.info/article-libye-aube-de-l-odysee-ou-cheval-de-troie-article-integral-70234200.html>

---

## 7 Les brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

### 7-1 Rolando Segura : L'OTAN intensifie les bombardements pour ''protéger les civils''...

Qui n'a entendu des avions sillonner le ciel ? D'abord le son intense qui monte et qui se dissipe peu à peu jusqu'à disparaître. Mais la sensation est différente quand des avions de chasse militaires reviennent incessamment à l'attaque, pilonnant un "objectif", prêts à détruire et à tuer avec une "précision chirurgicale". Alors le bruit pénètre la peau et les os sont secoués. Nouvelle explosion. De nouveau la terre et les murs résonnent. Quelqu'un pleure, une nouvelle vie s'éteint. A Tripoli cette expérience est devenue habituelle, mais non moins terrifiante.

La nuit dernière et à l'aube huit explosions dans la capitale Libyenne. Deux, aux moins, ont fait trembler les vitres de notre chambre.

C'est l'OTAN qui vient protéger protéger les civils ; "*comment est-il possible alors de dormir entre des sauts d'angoisse et d'horreur ?*" (1)

Nous sommes allés au quartier de Dahmani dans le centre de la ville. En arrivant on nous raconte et nous observons la mission "salvatrice" des derniers missiles dans une aire abondante de résidences civiles.

Après avoir massacré des zones civiles dans les dernières semaines, après avoir bombardé et détruit des installations universitaires ou de la télévision publique, pour la deuxième fois les bombardements choisissent comme cible les installations de la Cour Suprême Libyenne, les bureaux du Ministère Public, ainsi que les institutions de droits de l'homme, civils et de protection des femmes et enfants, en plus de réhabilitation des sourds et muets de Tripoli.

A environ 100 à 700 mètres de là, deux tours de télécommunications semblent intactes. La Télévision publique Libyenne réagit immédiatement : "*c'est un nouveau défi à la conscience du monde, et une violation flagrante de toutes les chartes, traités et conventions internationales destinées à protéger les institutions judiciaires et de protection des mères, femmes et enfants handicapés*".

Hosin Ban Garza, travailleur des installations à présent détruites, vient vers nous et dit : "*Y a-t-il des équipements militaires ici ? Ce que fait l'OTAN est dégueulasse*"

Au retour à l'hôtel, de nouvelles explosions. Nous repartons vers le centre habité de Tripoli et nous voyons un immeuble de béton touché par un missile. A peu de mètres, un hôpital vit des moments de tension, avec des personnes blessées ; des vitres, des toits et des lampes brisées. "*Ceci n'est pas une zone militaire*" nous dit Mohamed Alí.

Selon le gouvernement libyen, quatre enfants au moins ont été blessés par des éclats de verre après les bombardements et deux d'entre eux "*se trouvent en thérapie intensive*".

Mais l'OTAN affirme avoir détruit trois "*centres de commandement et de contrôle*" à proximité de Tripoli. Carmen Romero, porte-parole de l'Alliance, assure que la stratégie est la même : "*réduire le plus possible la capacité du régime de Kadhafi de bombarder des civils*".

L'évêque de Tripoli, Giovanni Martinelli, vient de déclarer à l'agence vaticane "Asianews" que rien qu'hier 30.000 personnes ont fui vers la Tunisie.

"*Combien de cauchemar reste-t-il encore ?*" (2)

#### Notes :

(1) Silvio Rodríguez, Canción : Sueño de una noche de verano. 1984.

<http://www.cancioneros.com/nc/1418/0/sueno-de-una-noche-de-verano-silvio-rodriguez>

(2) Ibid

Rolando Segura

mardi 10 mai 2011

Source : <http://rolandotelesur.blogspot.com/>

Traduction : Thierry Deronne, la revolucion vive

<http://www.larevolucionvive.org.ve/>

---

### 7-2 Hassan Alliby : 2000 tribus libyennes jurent fidélité à M. Kadhafi .

Pendant que l'opération psychologique américano européenne de "la fin de Ben Laden" suit son cours pour détourner l'attention de l'opinion publique du massacre de civils innocents par l'OTAN en Libye et que les incrédules, qualifiés par leurs médias de "conspirationnistes", s'épuisent à expliquer point par point que leurs politiques et leurs presses leurs mentent, 2000 chefs de tribus libyennes se sont réunis à Tripoli au cours d'un sommet historique.

Les dignitaires libyens venus de toutes les régions du pays ont condamné les agressions des Croisés occidentaux contre leur peuple et soulevé les principaux points qui permettront de rétablir l'ordre, la sécurité et la paix dans la Grande Jamahiriya.

Ce forum annuel a été, pour tous les chefs des tribus libyennes, un moment de retrouvailles fraternelles lors

desquelles ils ont exprimé leur ferme opposition aux agressions militaires de l'OTAN contre la Grande Jamahiriya Libyenne.

Lors de la conférence, tous les Chefs des Tribus Libyennes ont tenu à réaffirmer leur attachement aux valeurs nationales et leur totale fidélité et soutien au guide de la Révolution libyenne, Mouammar Kadhafi.

Les sages ont présentés leurs sincères condoléances aux martyres tombés sous les attaques des "agents rebelles armés" et des bombardements croisés occidentaux et ont rendu un hommage tout particulier aux martyres Seif Al-Arab Kadhafi, 29 ans, civile et étudiant, aux trois petits enfants innocents, Seif (2 ans), fils de Mohammad Kadhafi, la petite Carthage (3 ans), fille de Hanibal, et le bébé Mastoura (4 mois), fille du docteur Aïcha Kadhafi assassinés, ainsi que leurs amis et voisins, par l'OTAN à leur domicile pendant leur sommeil.

L'aviation militaire de la coalition internationale a lâchement tiré trois bombes de très forte puissance sur le domicile de Seif Al Arab Kadhafi où se trouvaient Mouammar Kadhafi et son épouse qui n'ont pas été blessés, ce qui est scientifiquement impossible et inexplicable. Il s'agirait là d'un "miracle" que les agresseurs croisés ont immédiatement essayé de cacher au public et il semble que ce soit d'ailleurs la raison principale pour laquelle, ils ont immédiatement activé leur opération psychologique pour occuper l'opinion publique avec "la mort de Ben Laden".

De plus, ce lâche assassinat des membres de la famille du Guide de la révolution, Mouammar Kadhafi, a immédiatement provoqué une vague de protestation populaire semant la panique chez les criminels américains et européens.

À l'annonce de l'agression contre la famille du leader Kadhafi, la réaction ne s'est pas fait attendre et les tripolitains se sont rués en direction des représentations diplomatiques des pays agresseurs et les ont dévastés. Face au fiasco de Sarkozy, Obama et compagnie, les médias occidentaux ont lancé l'intox selon laquelle "ce serait l'armée libyenne qui aurait attaqué les représentations diplomatiques européennes et américaines". En réalité, selon des témoins sur place, les forces de l'ordre libyennes n'ont pu intervenir craignant d'être une nouvelle fois accusées injustement par l'Occident de s'en prendre aux manifestants pacifiques.

La Libye est soumise à une zone d'exclusion aérienne imposée par la résolution 1973 de l'ONU votée sous de fausses accusations selon lesquelles l'armée libyenne aurait bombardé des populations civiles, ce qui a été démenti par la Russie qui surveille ce pays depuis l'espace et qui a déclaré à la télévision russe que les militaires de la fédération de Russie n'ont enregistré aucun bombardement, dénonçant ainsi les mensonges des croisés.

Les criminels de guerre de la coalition internationale profitent de cette résolution pour détruire les infrastructures du pays tout en prenant pour cible des quartiers résidentiels civils, des cliniques et des hôpitaux à travers les villes du pays. Ces crimes ne sont pratiquement pas rapportés par la presse occidentale et arabe qui continue de couvrir les criminels de guerres de l'OTAN en trompant l'opinion publique internationale.

La population libyenne a, depuis le début de l'agression, essayé de faire entendre sa voix au monde pour expliquer que le soulèvement qui touche son pays n'est pas le fait d'une "révolution populaire pacifique" mais d'une "stratégie criminelle armée". Elle a rejeté les accusations selon lesquelles les forces de l'ordre s'en seraient prises aux populations civiles.

Les chefs des Tribus libyennes, lors du sommet annuel, ont dressé un état de la situation sécuritaire du pays et des conséquences des agressions croisées coloniales et ils ont décidé à l'issue de ce forum, une "amnistie générale nationale" afin de préserver la cohésion et la paix dans la Grande Jamahiriya Arabe.

Lors du forum que l'on pouvait suivre en direct à la télévision et sur internet sur les sites [www.ljbc.net](http://www.ljbc.net) et [www.stcom.net](http://www.stcom.net) les chefs des tribus se sont mis d'accord afin d'organiser des marches pacifiques à partir de toute la Grande Jamahiriya libyenne en direction des rebelles afin de les désarmer et les appeler à la raison.

Les 2000 chefs de tribus se sont levés et tous ensemble ont scandé avec vigueur : "Allah O Mouammar O Libye O Bas" Allah et Mouammar et la Libye et c'est tout !

Suite à cet événement qui s'est achevé vendredi, les Chefs et Cheikhs des tribus libyennes ont envoyé un télégramme au "chef de la révolution, le héros et le chef de la bataille pour la dignité et l'honneur, Muammar Al-Kadhafi."

Dans leur câble, les chefs et cheikhs des tribus libyennes ont exprimé leur fierté envers le chef, le symbole de la dignité et l'unité nationale. Ils ont souligné leur volonté d'affronter l'agresseur croisé représentée par l'OTAN et leur volonté de gagner le Martyre pour voir leur Libye libre et forte.

"Nous sommes vos soldats fidèles qui ne vous laisseront jamais tomber parce que nous sommes les fils des Moudjahidines, qui non seulement ne se rendront jamais, mais qui gagneront soit la Victoire soit le Martyre," ont déclaré l'ensemble des 2000 tribus libyennes dans leur câble.

Hassan Alliby

[www.tcom.net](http://www.tcom.net)

26 mars L'URL de cet article est:

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=6064>

---

## 7-3 France-Libye: Un avocat parisien va poursuivre l'OTAN.

Un avocat parisien va poursuivre l'OTAN pour ses 'crimes' en Libye - Une plainte sera déposée dans les prochains jours à Bruxelles contre l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour des 'crimes' commis en Libye parmi lesquels la mort du fils du Guide libyen et de ses trois petits-fils, a annoncé jeudi à la PANA un avocat parisien, Me Philippe Missamou. 'C'est une plainte pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Je la dépose en Belgique parce que c'est le pays siège de l'OTAN. La justice belge est donc compétente pour apprécier cette plainte', a expliqué l'avocat réputé pour la prise en charge des dossiers politiques. Il a ouvertement accusé l'OTAN de contrevenir dans ses actions en Libye aux règles des conflits armés,

particulièrement la protection des populations civiles. 'Prenons l'attaque de la résidence du fils du Guide libyen: il ne s'agit nullement d'un objectif militaire. C'est un assassinat qui ne doit pas rester impuni. Nous allons utiliser tous les moyens de droit pour obtenir réparation', a martelé Me Missamou.

<http://www.afriquejet.com/>

---

---

## 8 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

### 8-1 James Cogan : Des membres de la famille Kadhafi assassinés par les États-Unis et l'OTAN.

Les meurtres du plus jeune fils et de trois petits-enfants du chef libyen Mouammar Kadhafi sont des assassinats politiques. Le premier ministre britannique David Cameron, le président français Nicolas Sarkozy, le premier ministre italien Silvio Berlusconi et le président américain Barack Obama en sont directement responsables. Ils ont autorisé un tir de missile sur une résidence privée où s'étaient réunis Kadhafi et des membres de sa famille samedi soir. Saif al-Arab Kadhafi, 29 ans, était le plus jeune fils du chef libyen et n'était pas considéré comme un membre du gouvernement libyen. Des amis de la famille Kadhafi ont rapporté que les enfants qui ont été tués étaient âgés de 1 à 4 ans.

Suivant la frappe aérienne, le commandant canadien des opérations militaires de l'OTAN en Libye, le lieutenant-général Charles Bouchard a fait une déclaration aussi sommaire que malhonnête : « Nous regrettons toute perte de vie, surtout quand il s'agit de civils innocents qui subissent les conséquences du conflit. »

Dans une déclaration tout aussi mensongère, Cameron a tenté de maintenir l'illusion politique que l'attaque sur la résidence était permise sous les conditions de la résolution 1973 de l'ONU. La frappe aérienne, a-t-il dit, visait à « empêcher les pertes de vies humaines en ciblant la machine de guerre de Kadhafi. Celle-ci est évidemment constituée de chars, de fusils et de lance-roquettes, mais aussi du commandement et de la direction. »

Cameron, suivant les conseils de ses avocats, a fait référence à la résidence privée en tant que centre de « commande et de direction » afin de ne pas avoir à faire face à l'accusation que Mouammar Kadhafi avait été la cible de la frappe aérienne. La prise d'un individu en particulier comme objectif est un assassinat et, même dans une guerre, peut être qualifiée d'acte criminel. La tentative d'assassinat de Kadhafi prend toutefois place dans un contexte où les États-Unis et les puissances européennes n'ont même pas déclaré la guerre à la Libye et où l'administration Obama n'a pas invoqué les dispositions de la Loi sur les pouvoirs de guerre.

Il y a 35 ans, le rapport Church aux États-Unis reniait les pratiques d'assassinat et ranimait la position de longue date du gouvernement des États-Unis, provenant de la Révolution américaine, qui affirmait que ces pratiques étaient non seulement criminelles et barbares, mais aussi imprudentes, et qu'elles viendraient légitimer les actes de tout gouvernement cherchant à assassiner la direction politique de ses rivaux. Après presque deux décennies de guerre quasi ininterrompue pour contrer le déclin économique et politique de l'impérialisme américain, toutes ces contraintes et ces réserves ont été abandonnées.

Les dirigeants politiques américains, méprisant les aspects juridiques de la question, ont appelé de manière effrontée pour le meurtre du chef libyen. Lors d'une entrevue à Fox News dimanche matin, le sénateur de la Caroline du Sud, Lindsey Graham, a déclaré à nouveau: « Peu importe où va Kadhafi, il est une cible militaire légitime ». Avec cette déclaration, le sénateur américain consacre l'assassinat comme politique officielle d'État. À peine sept heures avant l'attentat qui a tué le fils et les petits-enfants de Kadhafi, des avions de l'OTAN avaient pilonné des cibles à Tripoli, où ils pensaient que le dirigeant libyen faisait un discours télévisé en direct pour appeler à un cessez-le-feu. Le 24 avril, une enceinte où les services de renseignement de l'OTAN croyaient manifestement trouver Kadhafi a été réduite en ruines, tuant trois civils.

La mort de Kadhafi est devenue l'objectif primordial de la guerre des États-Unis et de l'OTAN en Libye. La stratégie initiale de l'agression, qui a débuté le 19 mars, a lamentablement échoué. Les frappes aériennes ont massacré des centaines de soldats libyens et de civils, mais elles n'ont pas provoqué l'effondrement du régime de Kadhafi comme cela a été prévu en toute confiance dans les milieux impérialistes. Sur le terrain, le Conseil national de transition pro-OTAN basé dans la ville de Benghazi (à l'est) s'est montré incapable de faire des avancées contre, et encore moins de vaincre, les forces militaires de Kadhafi.

La frustration, et même le désespoir, des grandes puissances est inscrite dans la croyance inepte que la mort de Kadhafi mettra fin à toute résistance et permettra aux soi-disant « rebelles », une collection d'anciens ministres de Kadhafi, de gens à la solde de la CIA et de fondamentalistes islamiques, de prendre le pouvoir du pays sans opposition et de servir en tant que fidèle régime fantoche.

Du côté de l'establishment politique et militaire américain, le désir sadique de tuer Kadhafi est en ligne avec le traitement qu'il inflige aux dirigeants de nombreux pays qui sont devenus la cible de l'agression militaire américaine. Ils ont tous été traités de la façon la plus vindicative.

L'homme fort du Panama, Manuel Noriega, anciennement à la solde de la CIA, a été transporté aux États-Unis après l'invasion américaine de 1989, jugé pour des délits de drogue, emprisonné jusqu'en 2007, puis transféré en France pour un autre procès et sept ans d'emprisonnement.

Slobodan Milosevic, qui avait eu par le passé du succès auprès des grandes puissances, a été accusé de crimes de guerre après la guerre de l'OTAN et des États-Unis en 1999 contre la Yougoslavie et est mort en prison lorsqu'il subissait son procès à La Haye.

Le vieux chef des talibans, le mollah Omar, avec qui les États-Unis ont cherché à négocier pendant les années 1990 concernant la construction de pipelines, est caché et son nom est sur une liste de personnes devant être assassinées depuis l'invasion de l'Afghanistan en 2001.

Saddam Hussein de l'Irak, que Washington a activement appuyé pendant la guerre Iran-Irak dans les années 1980, a été mené devant un tribunal irrégulier et pendu à la manière d'un lynchage. Ses enfants ont été tués et leurs corps mutilés exhibés comme des trophées.

Kadhafi, lui-même, a vécu une grande partie de sa vie sous la menace d'être assassiné par les États-Unis ou par des services secrets alliés. Dans les semaines qui ont suivi le coup d'État militaire qui l'a porté au pouvoir en 1969, l'ancien conseiller à la sécurité nationale, Henry Kissinger, a recommandé de mener des « actions secrètes » pour l'éliminer. Les services secrets britanniques auraient tenté de le tuer en 1971. L'administration Reagan a donné l'ordre de bombarder massivement sa résidence personnelle en 1986, un geste qui a eu pour conséquence la mort d'un enfant et de nombreux civils. L'agence MI6 de la Grande-Bretagne aurait tenté de tuer le chef libyen en 1996. Il est plus que probable qu'il y a d'autres tentatives qui n'ont jamais été révélées publiquement.

Les efforts pour tuer Kadhafi ont cessé en 2000 après que son régime a cherché un rapprochement avec Washington et qu'il a été perçu comme un instrument économique et un collaborateur politique utile des États-Unis et de leurs alliés. Comme il est maintenant considéré, une fois de plus, comme un obstacle à la défense des intérêts des impérialistes en Afrique du Nord et dans le Moyen-Orient, le vaste appareil de renseignements de Washington a été déployé pour le pourchasser et le tuer.

Les actions du gouvernement américain ont un fort élément d'imprudence. Malgré ses prétentions d'être engagé dans une « guerre contre le terrorisme », les meurtres de masse, la torture, la répression et les assassinats qu'il supervise ont créé un héritage de haine qui ne sera pas facilement effacé. C'est précisément ces conditions qui ont créé un terrain fertile pour des gestes de représailles désespérés et désorientés, qui pourraient avoir des conséquences imprévisibles et potentiellement terribles.

James Cogan

10 mai

Source : WSWWS

<http://www.wsws.org/...>

---

## 8-2 La balkanisation de la Libye : les plans des États-Unis et de l'OTAN

Entretien avec Mahdi Darius Nazemroaya

<http://www.silviacattori.net/article1604.html>

Cet entretien avec Mahdi Darius Nazemroaya réalisé le 26 avril 2011 traite de l'impasse de la guerre en Lybie, et de la stratégie du Pentagone et de l'OTAN pour diviser ce pays. Il aborde également le rôle de la Turquie et de l'Allemagne, ainsi que les plans de l'Union européenne d'envoyer une force de maintien de la paix. Il souligne l'importance économique de Misrata.

**XU JINGJING** : Il semble que la coalition occidentale ait ralenti ses actions durant les trois dernières semaines. À votre avis, quelles sont les raisons de cette impasse ?

**NAZEMROAYA** : L'impasse en Libye est calculée. Les États-Unis et l'OTAN veulent maintenir une impasse stratégique entre le Gouvernement libyen à Tripoli et le Conseil transitoire à Benghazi. Ils se servent de cette impasse pour manipuler à la fois Tripoli et Benghazi. Plus les parties seront fatiguées et affaiblies, plus elles seront disposées à se tourner vers les États-Unis et ses partenaires de l'OTAN pour mettre fin au conflit. Le Conseil transitoire sera également enclin à faire davantage d'offres aux États-Unis et à l'UE. Le régime libyen à Tripoli demandera aux États-Unis et à l'UE de mettre fin au conflit et fera aussi des concessions. Les États-Unis et l'UE veulent que les deux côtés, à Benghazi et à Tripoli, soient plus dépendants de Washington et de Bruxelles comme arbitres de la situation en Libye.

Le résultat final sera que la Libye va se transformer en ce que les États-Unis et l'Europe de l'Ouest voulaient qu'elle soit depuis la fin de la seconde guerre mondiale en 1945. Leur objectif est de faire de la Libye un pays divisé. Ils sont experts en cela. Ce sont des experts à dresser les gens les uns contre les autres et à détruire des nations.

Ils ont divisé les Arabes qui devraient n'être qu'une seule nation. Ils ont contribué à diviser le peuple de l'Inde. Ils ont divisé les Slaves du sud dans les Balkans. Ils ont divisé les peuples de l'Asie du Sud-est. Ils ont travaillé à diviser l'île de Taiwan de la Chine continentale. Ils ont œuvré pour que l'Ukraine se batte contre la Russie. Avec Israël et l'Arabie Saoudite, ils ont divisé politiquement les Palestiniens et les Libanais. Maintenant les États-Unis et l'UE ont l'intention de diviser davantage les Arabes, et de créer aussi des divisions dans les pays d'Afrique et d'Amérique du Sud. Et ils continuent à diviser les musulmans en les identifiant comme chiites ou sunnites. Ils continuent aussi à travailler d'arrache-pied pour diviser la Russie, l'Iran et la Chine.

Avant 1951, les États-Unis, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne avaient tous des accords entre eux pour diviser la Libye en sphères d'influence et ils ont même tenté d'empêcher la Libye de devenir un pays uni et indépendant. Ces puissances impérialistes voulaient à l'origine que la Libye soit divisée en trois territoires distincts. Le peuple libyen s'y est farouchement opposé.

Washington, Londres et Paris ont même eu des entretiens avec l'URSS sur l'établissement de trois mandats des Nations Unies appelés tutelles en Libye. Un de ces mandats aurait concerné la Cyrénaïque sous contrôle britannique, un autre le

Fezzan sous contrôle français et le dernier la Tripolitaine sous contrôle italien. Les États-Unis supervisant l'ensemble. Mais les Soviétiques avaient des idées différentes sur la question et désiraient le mandat en Tripolitaine ou le partager avec l'Italie. Finalement, aucun accord ne put être conclu et la Libye devint indépendante après un débat à l'ONU.

Quand les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie tombèrent d'accord pour donner l'indépendance à la Libye, il fut décidé que cela se ferait sous la forme d'un État fédéral sous la férule du roi Idris. Idris fut placé comme chef de l'État libyen par les Britanniques et les puissances coloniales et, dans le cadre de ce système fédéral, les autres petits émirats dirigeraient la Cyrénaïque et le Fezzan et seraient les représentants non-élus de ces deux territoires.

En Tripolitaine, où se concentrait la vaste majorité de la population libyenne, les représentants libyens seraient choisis par le peuple, mais dans le cadre d'un système fédéral qui donnerait une importance équivalente à la Tripolitaine, à la Cyrénaïque et au Fezzan. Les représentants choisis par le peuple libyen seraient ainsi placés en minorité face aux émirats et aux cheikhs.

Dans le système fédéral souhaité par Washington, les émirats non élus représentant les populations plus réduites de la Cyrénaïque et du Fezzan seraient majoritaires dans l'Assemblée nationale libyenne. Ce que les États-Unis et leurs alliés essayaient de faire était d'éliminer toute forme d'auto-détermination de la part des Libyens. Les États-Unis et leurs alliés tentaient de transformer la Libye en un émirat comme le Bahreïn, le Qatar, le Koweït ou les Émirats Arabes Unis.

Aujourd'hui les États-Unis et l'UE sont en route pour imposer un nouveau système fédéral en Libye ou pour diviser le pays entre au moins deux administrations, à Tripoli et à Benghazi. Ces pays poussent à une guerre tribale en Libye, ce qui transformerait le pays en une seconde Yougoslavie. Les guerres tribales en Libye se répandraient au-delà des frontières de la Libye dans le reste de l'Afrique, de l'Afrique de l'Ouest à l'Afrique centrale et à l'Afrique de l'Est.

**XU JINGJING : Les négociations politiques sont-elles dans une impasse ou au-delà ? Comment voyez-vous ces pays attribuer les obligations de la guerre et les intérêts de l'après-guerre ?**

**NAZEMROAYA :** Les Britanniques ont élaboré un schéma selon lequel les membres arabes de la coalition contre la Libye enverraient leurs troupes en Libye ou financeraient une armée massive de mercenaires étrangers.

Une invasion terrestre partiellement privatisée de la Libye aura lieu. À cet égard, les Britanniques veulent que les pays arabes comme le Qatar et les Émirats Arabes Unis financent des mercenaires britanniques et américains en Libye. Comme les Britanniques l'ont déjà fait à Oman il y a plusieurs années, Londres va même autoriser des membres de l'armée britannique à quitter temporairement l'armée pour aller travailler ou combattre en Libye comme mercenaires. Voilà pourquoi les États-Unis étaient contre l'inclusion d'un article dans la résolution de l'ONU 1973, qui aurait permis de poursuivre en justice des mercenaires étrangers qui ne sont pas parties à la cour internationale de justice.

Alors que les États-Unis ont été chargés de diriger l'attaque contre la Libye, ce seront les Européens de l'Ouest qui se chargeront de l'occupation.

L'UE veut maintenant occuper la Libye. Ils le feront sous la couverture d'un mandat d'une force de maintien de la paix. Ceci ne fera que diviser la Libye plus avant. Et ce sera sous les yeux d'une force de maintien de la paix de l'UE que les deux gouvernements de Tripoli et de Benghazi s'éloigneront irrémédiablement l'un de l'autre. Très probablement, la Libye sera gouvernée par deux gouvernements séparés ou dans le cadre d'un système fédéral.

Les États-Unis et l'UE ont contribué à créer à Benghazi une nouvelle banque centrale, ainsi qu'une nouvelle compagnie pétrolière nationale. Les États-Unis veulent sans doute se positionner militairement en Libye et peut-être même essayer d'y établir plus tard le QG de l'AFRICOM. Wall Street et les grosses banques européennes géreront également les finances de la Libye. Le secteur de l'énergie sera partagé entre les États-Unis et l'UE, avec l'inclusion du Qatar en récompense à son émir pour les services rendus. Celui-ci est déjà responsable de l'accord entre la nouvelle compagnie pétrolière nationale à Benghazi et Al Jazeera à également contribué à créer les stations médiatiques du Conseil national transitoire.

**XU JINGJING : Voyez-vous des dissensions au sein des pays de la coalition se battant contre Kadhafi ? Ont-ils des buts et des intérêts nationaux différents ?**

**NAZEMROAYA :** Je ne vois aucune preuve de dissensions majeures entre les États-Unis et leurs alliés. S'il y en avait cela ne pourrait se produire qu'entre la partie anglo-américaine d'un côté et franco-allemande de l'autre. Ce sont les deux piliers de l'OTAN. Tout le monde au sein de l'OTAN suit un de ces fronts.

Il a été dit que l'Allemagne et la Turquie ont des vues opposées à celles des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. Avec Rome quelque part entre les deux. Mais les actions des dirigeants de ces pays en disent plus long que leurs paroles. Le gouvernement allemand a soutenu la guerre dès le début. Parce que le peuple allemand ne l'aurait pas permis, Berlin n'a pas pu prendre directement part à l'attaque contre la Libye. Ce que le gouvernement allemand a fait en revanche, est d'envoyer plus de ressources militaires en Afghanistan de façon à ce que davantage de ressources de l'OTAN puissent être consacrées à la Libye.

La Turquie et l'Allemagne auraient pu empêcher l'utilisation de l'OTAN si elles avaient vraiment été contre cette guerre. Un des QG opérationnel de cette guerre est basé en Turquie. La Turquie est aussi l'autorité administrative à l'aéroport de Benghazi et elle fournit une aide dans les opérations navales contre la Libye.

Oui, il y a des intérêts divergents entre le bloc américano-britannique et le bloc franco-allemand, surtout en ce qui concerne le contrôle des réserves énergétiques en Libye et en Afrique du Nord. Contrairement aux États-Unis, les pays de l'UE sont dépendants de l'énergie libyenne, en particulier l'Italie. Il est dans leur intérêt stratégique de contrôler les ressources pétrolières et gazières en Afrique du Nord. Si Washington et Londres gagnent le contrôle majeur de ces réserves, ils contrôleront la sécurité énergétique de l'UE. Mais je crois que les États-Unis et l'UE travaillent en associés en Afrique du Nord et coordonnent en fait des opérations contre la Chine et ses alliés en Afrique.

**XU JINGJING : Les combats dans la ville de Misrata attirent toute l'attention maintenant. Que pensez-vous de l'importance de cette ville ? Comment le résultat de cette bataille peut-il influencer sur les mouvements de l'opposition libyenne ?**

**NAZEMROAYA :** La ville de Misrata est le Shanghai de la Libye. Pour le Conseil transitoire ce serait une victoire économique majeure. Elle est une importante base industrielle et commerciale pour la Libye et l'Afrique. Certaines des plus

grosses compagnies africaines sont basées à Misrata, y compris la Libyan Iron and Steel Company. Misrata est aussi un port très important. Beaucoup de compagnies nationales libyennes et d'industries ont leur siège à Misrata et dans les districts avoisinants.

Voilà pourquoi l'Allemagne et l'UE veulent envoyer des troupes à Misrata sous prétexte de maintien de la paix. L'UE veut envoyer des militaires là-bas pour des raisons purement stratégiques et économiques et pas du tout pour des raisons humanitaires. La force de l'UE est composée des mêmes pays qui font partie de l'OTAN. Ils utilisent simplement un autre nom. La différence entre la force de l'UE et l'OTAN est purement technique.

Ceci qui est aussi ridicule, c'est que les pays qui veulent envoyer leurs soldats comme soldats de la paix, sont des combattants de cette guerre. De fait, parce que l'OTAN est entrée en guerre de manière collective, toute nation faisant partie de l'OTAN est une nation combattante. Ceci inclut l'Allemagne. Ceci devrait disqualifier l'ensemble des nations européennes comme force de paix en Libye. Seules des parties neutres et non combattantes peuvent faire office de force d'interposition et de maintien de la paix.

Des nations comme la Russie, la Chine, l'Algérie, le Kazakhstan, l'Ukraine, l'Iran, la Biélorussie, le Brésil, la Malaisie et le Venezuela devraient envoyer des forces de maintien de la paix. Les Russes et leurs partenaires militaires dans l'espace post-soviétique pourraient tous jouer un rôle majeur en tant que gardiens de la paix. Même l'Organisation de Coopération de Shanghai pourrait jouer un rôle. Il est dans l'intérêt stratégique de la Chine et ses alliés de s'assurer que la Libye ne soit pas colonisée ou victimisée comme l'est l'Afghanistan sous les forces d'occupation de l'OTAN. Pour l'alliance militaire occidentale, les événements de Libye sont des préalables dans sa politique d'isolement et de confrontation vis-à-vis de l'Iran, de la Russie, et de la Chine et de l'Eurasie.

**XU JINGJING : Pensez-vous que les États-Unis sont toujours l'acteur décisif ? Pourquoi ?**

**NAZEMROAYA :** Oui, sans l'ombre d'un doute.

Pour répondre à cette question, définissons en premier lieu la coalition qui est impliquée dans cette guerre d'agression contre la Libye. Le Pentagone a transféré les opérations militaires à l'OTAN après quelques jours. Ainsi la guerre est officiellement pilotée par l'OTAN. Quelques autres pays comme le Qatar, la Jordanie, les Émirats Arabes Unis et la Suède, sont aussi partenaires sous commandement de l'OTAN.

Dès lors et avant que je n'analyse l'OTAN, voyons de plus près une autre alliance militaire datant de la guerre froide appelée le Pacte de Varsovie. Washington et l'Europe occidentale avaient l'habitude de critiquer l'ancienne Union soviétique en disant que le Pacte de Varsovie était en fait une organisation fictive, qu'en fait ce n'était que l'Armée Rouge soviétique. En d'autres termes que la Bulgarie, la Roumanie, l'Allemagne de l'Est, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'Albanie n'avaient pas de force réelle au sein du Pacte de Varsovie et que ce Pacte n'était que l'Union soviétique agissant sous le masque du multilatéralisme en Europe de l'Est. Je ne discuterai pas ce point.

L'OTAN est bien plus compliquée que le Pacte de Varsovie et n'est pas gérée par un seul pays. Les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne sont les piliers de cette force et ils sont le vrai pouvoir décisionnaire à Bruxelles. La Turquie, à cause de l'héritage de Kemal Atatürk a aussi une certaine indépendance au sein de l'OTAN. Toutes les autres nations ou bien suivent les anglo-américains ou bien suivent le bloc franco-allemand. Mais dans tout cela, l'OTAN est juste un Pacte de Varsovie plus sophistiqué. Les États-Unis devraient se regarder dans le miroir. L'argument critique de Washington envers le Pacte de Varsovie s'applique à eux-mêmes et à l'OTAN.

L'OTAN d'aujourd'hui n'est pas très différente de ce que les États-Unis qualifiaient le Pacte de Varsovie d'être, à savoir l'Union soviétique sous un drapeau multilatéral. L'OTAN elle-même et les commandants du Pentagone disent que l'OTAN n'est presque exclusivement constituée que de l'armée états-unienne. En d'autres termes, l'OTAN est l'armée états-unienne, renforcée par la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, la Turquie, le Canada, l'Italie et quelques autres pays européens comme auxiliaires. Les États-Unis font la guerre, puis envoient ces pays pour occuper les pays défaits, pour privatiser leurs économies sous contrôle étranger. Au bout du compte, l'OTAN est en réalité l'armée états-unienne avec le soutien politique et financier de ces autres pays. Le sénateur MC Caïn et le Sénat états-unien ont demandé il y a quelques semaines que le reste de l'OTAN finance les États-Unis pour la guerre contre la Libye. La plupart des membres de l'OTAN sont en fait des pays satellites des États-Unis.

L'OTAN sans les États-Unis n'aurait jamais pu faire la guerre en Yougoslavie et en Afghanistan, sans même parler de lancer une guerre dévastatrice contre la Libye. Il suffit de regarder le rôle que les États-Unis ont joué dans les bombardements en Libye. Ils y ont fait l'essentiel des bombardements et du pilonnage. En fait, réellement, les États-Unis se cachent derrière l'image de multilatéralisme offerte par l'OTAN. Ils ne veulent pas apparaître comme étant en charge de tout ce qui se passe. Washington a peur de l'opinion publique. C'est pourquoi Obama, Clinton et Gates ont prétendu publiquement que le gouvernement états-unien était contre la création d'une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Libye et ce jusqu'au tout dernier moment lorsque les véritables objectifs des États-Unis sont devenus transparents. Dans le même temps où l'Administration Obama disait être contre la zone d'exclusion, les États-Unis se préparaient pour attaquer la Libye. Paris et Londres ont juste joué les rôles principaux sur la scène publique.

Je désire ici faire une remarque finale et importante. Le président Obama, le premier ministre Cameron, le président Sarkozy se cachent tous derrière le paravent de l'OTAN ; parce que l'OTAN est une organisation internationale qui échappe à toute forme de responsabilité politique. Il n'existe aucune circonscription d'électeurs vis-à-vis desquels l'OTAN doit rendre des comptes. Les États-Unis et la Grande-Bretagne peuvent bombarder la Libye pendant des mois et clamer que tout cela est dans les mains de l'OTAN, que l'OTAN est en charge de la guerre. De fait, Obama, Cameron et Sarkozy essaient tous d'échapper à leurs responsabilités d'hommes politiques vis-à-vis du public en laissant l'OTAN faire la guerre et en se cachant derrière elle pour se protéger.

*Entretien avec Mahdi Darius Nazemroaya spécialiste du Moyen-Orient et de l'Asie Centrale, réalisé le 26 avril 2011 par Xu Jingjing pour le magazine chinois Life Week Magazine.*

*Mahdi Darius Nazemroaya est chercheur associé du “Centre for Research on Globalization” (CRG), spécialisé en géopolitique et stratégie.*

<http://www.silviacattori.net/article1604.html>

Traduction de l'anglais en français par Résistance 71 (30.04.2011), révisée par JPH (11.05.2011).

<http://resistance71.wordpress.com/>

Article original en anglais, traduit du chinois (28.04.2011) :

<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=24527>.

---

## 8-3 William BLUM : N'oublions pas à quoi ressemble une « intervention humanitaire ».

**Irak** : n'oublions pas à quoi ressemble une « intervention humanitaire »

**Libye** : sachons pourquoi la Libye a été désignée pour une « intervention humanitaire »

Le 9 avril, Condoleezza Rice a prononcé un discours à San Francisco. Du moins elle a essayé. L'ancienne Secrétaire d'Etat fut continuellement interrompue par des cris du public, « criminelle de guerre » et « tortionnaire » (grâce aux camarades de *Code Pink* et *World Can't Wait*). Tandis qu'un des protestataires se faisait emmener par des membres de la sécurité, Rice a fait une déclaration qui est devenue un grand classique chez les officiels Américains dans une telle situation. « *N'êtes vous pas contents de savoir que cette femme vit dans une démocratie où elle peut exprimer son opinion ?* » Elle a aussi balancé une autre phrase qui est désormais de rigueur (en français dans le texte à NdT) depuis le renversement de Saddam Hussein par les Etats-Unis, un argument qui est brandi lorsque tout le reste a échoué : « *Les enfants en Irak ne vivent plus sous Saddam Hussein, Dieu merci* » (1)

A quoi on peut lui répondre : Si vous deviez subir une opération chirurgicale pour réparer un genou et que le chirurgien ampute par erreur la jambe, quelle serait votre réaction si quelqu'un vous faisait remarquer que, Dieu merci, vous n'avez plus de problème de genou ? Le peuple irakien n'a plus de problème de Saddam. Malheureusement, ils ont perdu à peu près tout le reste. Vingt ans de bombardements américains, d'invasion, d'occupation et de torture ont abouti à la perte de leurs maisons, leurs écoles, leur électricité, leur eau potable, leur environnement, leurs quartiers, leur archéologie, leurs emplois, leurs techniciens, leurs entreprises d'état, leur santé physique, leur santé mentale, leur système de santé, leur système de protection, leurs droits de la femme, leur tolérance religieuse, leur sécurité, leurs enfants, leurs parents, leur passé, leur présent, leur avenir, leurs vies... plus de la moitié de la population est soit morte, mutilée, en prison ou en exil à l'étranger... leur air, leur sol, leur eau, leur sang et leurs gènes sont imprégnés d'uranium appauvri... les enfants naissent avec d'abominables déformations... des bombes à fragmentation n'attendent qu'un enfant pour exploser... une rivière de sang coule aux côtés de l'Euphrate et du Tigre... dans un pays qui ne sera peut-être jamais reconstruit.

En 2006, l'enquêteur spécial de l'ONU sur la torture a déclaré que les rapports en provenance de l'Irak indiquent que la torture « *avait complètement échappé à tout contrôle. La situation est si mauvaise que nombreux sont ceux qui disent que les choses sont pires qu'à l'époque de Saddam Hussein* ». Un autre rapport de l'ONU de la même époque a révélé une augmentation des « crimes d'honneur » contre les femmes. (2)

« *Il est courant d'entendre chez les irakiens épuisés par la guerre que la situation était meilleure avant l'invasion US en 2003* » a rapporté le *Washington Post*, le 5 mai 2007.

« *Je ne fais pas de politique, mais je sais que sous Saddam Hussein, nous avions l'électricité, l'eau potable, un système de santé qui faisait l'envi du reste du monde arabe, et une éducation gratuite.* » a déclaré la pharmacienne irakienne Dr. Entisar Al-Arabi à la militante pacifiste Medea Benjamin en 2010. « *J'ai cinq enfants et à chaque naissance j'avais droit à une année rémunérée de congé maternité. J'avais ma propre pharmacie et je pouvais fermer à n'importe quelle heure sans me soucier des problèmes de sécurité. Aujourd'hui, il n'y a plus de sécurité et les Irakiens subissent de terribles pénuries pour tout – électricité, nourriture, médicaments, et même l'essence. La plupart des gens éduqués ont fui le pays, et ceux qui restent regrettent l'époque de Saddam Hussein* » (3)

Et ceci aussi, qui date de deux mois :

« Les manifestants, les militants des droits de l'homme et des officiels de la sécurité disent que le gouvernement du Premier Ministre Nouri al-Maliki a répondu aux manifestations en Irak avec la même brutalité que les pays voisins plus autoritaires. Des témoins à Bagdad et jusqu'au nord du pays à Kirkouk ont raconté avoir assisté la semaine dernière à des forces de sécurité en uniformes noires, survêtements et t-shirts arrivant sur des chapeaux de roues à bord de camions et de Humvees, et attaquant des manifestants, en raflant d'autres aux terrasses de cafés et chez eux et les entraînant les yeux bandés vers des centres militaires de détention. Des quartiers entiers... ont été bloqués pour empêcher les habitants de rejoindre les manifestants. Des journalistes ont été tabassés. » (4)

Donc... peut-on attendre des Etats-Unis et de leurs comparses voyous de l'OTAN qu'ils interviennent militairement en Irak comme ils le font en Libye ? Pour protéger les manifestants comme ils prétendent le faire en Libye ? Pour provoquer un changement de régime en Irak comme ils tentent de le faire, mais sans l'avouer, en Libye ?

De manière similaire, au cours des derniers mois, la Tunisie, l'Egypte, le Bahrein, le Yémen, la Syrie... ont tous vu éclater des manifestants et une répression gouvernementale brutale, et même dans une certaine mesure en Arabie Saoudite, une des sociétés les plus répressives au monde. Aucun de ces gouvernements n'a été attaqué à

l'instar de la Libye par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la France. Aucune opposition d'un de ces pays ne reçoit un soutien militaire, financier, juridique ou moral de la part des puissances occidentales contrairement aux rebelles Libyens – malgré le comportement brutal des rebelles libyens, de leurs meurtres racistes et les relations claires de certains d'entre eux avec les djihadistes. (5) Les rebelles libyens font penser aux rebelles kosovars – des mafieux connus pour leur trafic d'organes et de femmes, eux aussi soutenus inconditionnellement par les puissances occidentales contre l'Ennemi Officiellement Déclaré, la Serbie.

Alors pourquoi est-ce seulement la Libye qui est visée par les missiles US/OTAN ? Selon quel principe ou morale ? Les libyens sont-ils les pires violateurs des droits de l'homme de la région ? (Un indicateur du Développement Humain de l'ONU en 2010 qui prend en compte la santé, l'éducation et les revenus a classé la Libye en tête des pays africains). Aucun autre gouvernement n'est plus laïque que le Libyen. (Par contraste, certains rebelles libyens ont pour habitude d'exclamer la phrase que nous ne connaissons que trop bien, « Allah Akbar ».) Aucun autre pays n'a un bilan des droits de l'homme meilleur que la Libye, aussi imparfait soit-il – en Egypte, une commission d'enquête officielle a annoncé qu'au cours du récent soulèvement au moins 846 manifestants avaient été tués par la police par balles réelles tirées dans la tête et la poitrine. (6) Des horreurs similaires ont été signalées en Syrie, au Yémen et d'autres pays de la région au cours de la même période. Il faut souligner que (la chaîne de télévision) l'ultra-conservatrice *Fox News* a rapporté le 28 février : « Tandis que les Nations Unies travaillent sans relâche à faire condamner le dirigeant Muammar al-Kadhafi pour la répression contre les manifestants, le Conseil des Droits Humains de l'organisation s'apprête à publier un rapport bourré de louanges à l'égard du bilan de la Libye en matière des droits de l'homme. Le rapport félicite la Libye pour l'amélioration des conditions d'accès à l'enseignement, pour avoir accordé une « priorité » aux droits de l'homme et pour avoir renforcé le cadre « constitutionnel ». Plusieurs pays, dont l'Iran, le Venezuela, la Corée du Nord, l'Arabie Saoudite mais aussi le Canada ont distribué des bons points à la Libye pour les protections juridiques offertes aux citoyens – qui se révoltent à présent contre le régime et subissent des représailles sanglantes. » De toutes les accusations portées contre Kadhafi, la plus aberrante est celle assénée sans cesse et selon laquelle il « tue son propre peuple ». C'est vrai, mais c'est ça qui arrive dans une guerre civile. Abraham Lincoln lui aussi a tué son propre peuple.

Kadhafi est le plus vieux dirigeant Ennemi Officiellement Désigné au monde, à l'exception de Fidel Castro. L'animosité a commencé en 1970, un an après la prise de pouvoir par Kadhafi lors d'un coup d'état, lorsqu'il a fermé une base aérienne US. Puis il s'est lancé dans une carrière de soutien à ceux qu'il considérait comme des groupes révolutionnaires. Au cours des années 70 et 80, Kadhafi a été accusé de consacrer ses hauts revenus pétroliers au soutien – en argent, armes, formation, camp et diplomatie – a un large éventail d'organisations radicales/d'insurrection/terroristes, particulièrement certaines factions palestiniennes et mouvements musulmans dissidents et minoritaires au Moyen Orient, en Afrique et en Asie ; l'IRA et des séparatistes basques et corses en Europe ; plusieurs groupes engagés dans la lutte contre le régime d'Apartheid en Afrique du Sud ; différents groupes d'opposition et de politiciens en Amérique latine ; l'Armée Rouge japonaise, les Brigades Rouges italiennes, la Bande à Baader-Meinhof en Allemagne.

On disait aussi que la Libye était derrière, ou était impliquée d'une manière ou d'une autre, dans l'attentat de l'ambassade US au Caire, dans différents détournements d'avions, d'une explosion dans un avion de ligne américain au-dessus de la Grèce, l'explosion en vol d'un avion de ligne français au-dessus de l'Afrique, l'attentat contre une synagogue à Istanbul, et l'attentat contre une boîte de nuit à Berlin qui a coûté la vie à plusieurs soldats américains. (7)

En 1990, lorsque les Etats-Unis avaient besoin d'un pays pour l'accuser (à tort) d'être responsable de l'attentat contre le vol 103 de la Pan Am au dessus de Lockerbie, en Ecosse, la Libye fut le choix tout désigné.

Le principal crime de Kadhafi aux yeux du Président Ronald Reagan (1981-1989), n'était pas son soutien à des groupes terroristes, mais au fait qu'il ne soutenait pas les *bons* groupes terroristes. En clair, Kadhafi ne soutenait pas les mêmes groupes terroristes que Washington, comme par exemple les *Contras* au Nicaragua, l'UNITA en Angola, les exilés cubains à Miami, les gouvernements du Salvador et du Guatemala, et les militaires US à Grenade. Le seul groupe de terroristes que les deux hommes soutenaient ensemble était les Moudjahidin en Afghanistan.

Et si tout cela ne suffisait pas à faire de Kadhafi l'Ennemi Public No 1 à Washington (Reagan l'appelait le « chien enragé du Moyen orient »), Kadhafi a souvent critiqué la politique étrangère des Etats-Unis, était un antisioniste convaincu, un pan-africaniste, un pan-arabiste (jusqu'à ce que l'hypocrisie et le conservatisme des gouvernements arabes se révèlent des obstacles). Il qualifiait aussi son gouvernement de socialiste. Quelle tolérance et de patience peut-on attendre de la part de l'Empire ? Lorsque de grandes manifestations ont éclaté en Tunisie et en Egypte, est-ce que Washington aurait pu résister à instiguer des événements similaires dans le pays qui situé entre les deux autres ? La CIA a été très occupée à fournir les rebelles en armes, soutien aérien, argent et personnel.

Il se pourrait que les alliés occidentaux réussissent à chasser Kadhafi du pouvoir. Ensuite le monde observera en toute innocence le nouveau gouvernement libyen accorder à Washington ce que ce dernier cherche depuis longtemps : une base pour Africom, le Commandement Africain des Etats-Unis, un des six commandements que le Pentagone a positionnés dans le monde. De nombreux pays africains qui avaient été sollicités ont décliné, parfois en des termes relativement durs. Actuellement, Africom est basé à Stuttgart, en Allemagne. Selon un officiel du Département d'Etat : « Nous avons un sérieux problème d'image de marque là-bas... l'opinion publique est vraiment opposée à toute collaboration avec les Etats-Unis. Ils ne font tout simplement pas confiance aux Etats-Unis. » (8) Tous les pays africains sont réticents à accueillir une base militaire US. Il n'y a qu'une seule

base US en Afrique, à Djibouti. Alors gardez l'oeil ouvert lorsque la poussière retombera en Libye. La base sera située près des puits de pétrole américains. Ou peut-être que le peuple Libyen aura le choix : une base militaire américaine ou une base militaire de l'OTAN.

Et rappelez-vous – eu regard à l'histoire récente en Irak, Corée du Nord et Iran – que si la Libye avait eu des armes nucléaires, les Etats-Unis n'auraient pas attaqué.

Ou bien les Etats-Unis pourraient réaliser que Kadhafi n'est finalement pas une menace tout simplement parce qu'il est amoureux de Condoleezza Rice. Voici ce que disait le dirigeant libyen lors d'une interview à Al Jazeera le 27 mars 2007 : « Leezza, Leezza, Leezza... Je l'aime beaucoup. Je l'admire, j'en suis fier, parce qu'elle est une noire d'origine africaine. »

Au cours des années, le gouvernement américain et les médias nous ont gavé de scandales concernant Kadhafi : qu'il prenait des drogues, qu'il était obsédé par les femmes, qu'il était bisexuel, qu'il s'habillait en femme, qu'il se maquillait, qu'il se promenait avec un ours en peluche, qu'il avait des crises d'épilepsie, et bien d'autres choses encore ; une partie est peut-être vraie. A présent, voici l'ambassadrice US auprès des Nations Unies qui nous apprend que les forces de Kadhafi se livrent à des violences sexuelles et qu'on leur a administré de la Viagra, apparemment pour augmenter leurs capacités. (9) Etonnant. Qui aurait cru que l'armée Libyenne avait autant de soldats âgés entre 60 et 70 ans ?

Au moment de rédiger ces lignes, des missiles US/OTAN viennent de frapper une maison libyenne, tuant un fils et trois petites filles de Kadhafi, peu après que les offres de négociation de Kadhafi aient été rejetées – encore un haut fait d'armes dans la glorieuse histoire des interventions humanitaires, et un rappel aussi des bombes US sur la Libye en 1986 qui ont tué une fillette de Kadhafi.

(...)

William Blum

12 mai 2011

(le grd soir)

[www.killinghope.org](http://www.killinghope.org)

*Traduction "dans la famille Kadhafi, je demande la fillette explosée par une bombe humanitaire" par VD avec probablement les fautes et coquilles habituelles*

Notes : voir texte original

<http://www.legrandsoir.info/N-oublions-pas-a-quoi-ressemble-une-intervention-humanitaire.html>

---

## 8-4 Jean-Claude Paye\*, Tülay Umay : L'idéologie impériale = Faire la guerre « au nom » des victimes.

La « guerre humanitaire », telle que nous la voyons se développer du Kosovo à la Libye, s'accompagne d'une rhétorique toujours plus sophistiquée selon laquelle l'OTAN agirait au nom de victimes qui ne peuvent elles-mêmes agir. Selon les sociologues Jean-Claude Paye et Tülay Umay, ce discours correspond à une évolution profonde des mentalités européennes pour qui le culte de la souffrance l'emporte sur la compréhension de la réalité politique. Il en résulte une forme de droit, national ou international, qui ne cherche plus à stopper la spirale de la violence, mais qui au contraire la nourrit.

1  
9 MAI  
2011

— La structure impériale ne connaît aucun tiers. La guerre contre la Libye a reçu un mandat de l'ONU contre lequel, ni la Chine, ni la Russie n'ont opposé de veto. Aux États-Unis et en Europe, l'opposition à ce conflit est faible. La guerre déclenchée par les occidentaux s'est faite au nom de la défense des victimes, des populations sans défense qui ne pouvaient qu'être massacrées par Khadafi. L'image de la victime est unificatrice. Elle est un fétiche destiné à occuper et à supprimer la place du tiers. Elle réduit les victimes réelles à l'état d'*infans*, de personnes qui n'ont pas accès à la parole. Cette image est sans cesse capturée par le discours du pouvoir. Celui-ci occupe la place des victimes réelles et entre ainsi dans le sacré. Le politique et le symbolique sont confondus. C'est ce qui supprime tout cran d'arrêt à la violence. Celle-ci devient permanente, fondatrice. La structure impériale est ainsi déni du politique.

## **La guerre humanitaire : une guerre contre le langage**

Le discours de nos gouvernants est un élément essentiel pour comprendre l'intervention militaire en Libye. S'il ne permet pas de saisir ce qui se passe sur le terrain, ni les enjeux matériels du conflit, il permet de voir que la « *guerre humanitaire* » est aussi une guerre contre le langage. Elle nous place dans l'image et supprime ainsi toute possibilité d'opposition. La tribune du 15 avril, de Barak Obama, Nicolas Sarkozy et de David Cameron, publiée conjointement par *The Times*, *The International Herald Tribune*, *Al-Hayat* et *Le Figaro*, nous communique qu'« *Il ne s'agit pas d'évincer Kadhafi par la force. Mais il est impossible d'imaginer que la Libye ait un avenir avec Kadhafi* » [1]. Cette déclaration met ensemble deux propositions contradictoires. Il ne s'agirait pas d'une action militaire contre Kadhafi, mais il est impensable que, suite à cette intervention, celui-ci reste au pouvoir. Cette proposition s'inscrit parfaitement dans l'oxymore construit par la guerre humanitaire : deux termes qui s'excluent et qui ici sont fusionnés. Cette procédure a pour effet de renverser le sens de chaque notion. La guerre est la paix et la paix est la guerre. L'intervention militaire s'identifie à la paix puisqu'elle est déclenchée au nom de la sauvegarde des populations. Quant à l'intentionnalité humanitaire, elle exclut toute négociation et se réalise uniquement par des moyens militaires.

Le but humanitaire énoncé n'est pas mis en rapport avec les moyens militaires engagés et leurs conséquences sur les populations. Le déchiffrement du réel ne pourrait être qu'une entrave à la réalisation des objectifs de cette guerre : la protection de populations sans défense. Ainsi, les faits ne sont pas refoulés, mais leur observation est, comme dans l'époché de la phénoménologie de Husserl [2], suspendue, afin de laisser la place au regard, au sens donné. Il s'agit de libérer celui-ci de l'observation des objets, afin de faire voir l'intériorité de la guerre humanitaire, sa pure intentionnalité : l'amour de la victime

### **La voix des victimes**

La tribune nous confirme que c'est bien l'appel des victimes qui serait à la base de l'intervention militaire. Mais, en déclarant « *qu'il est impensable que quelqu'un qui ait voulu massacrer son propre peuple joue un rôle dans un futur gouvernement libyen* », elle ajoute un élément supplémentaire, celui de la capacité de nos gouvernants d'anticiper le cri des populations. Cette anticipation nous confirme qu'elle ne porte pas sur les victimes concrètes, mais sur leur image.

Ce n'est pas la matérialité des faits, la répression subie ou les massacres réalisés, qui permettent de désigner la victime, mais uniquement le regard pur, libéré de tout objet de perception, que le pouvoir porte sur les événements. Les habitants de l'Émirat de Bahreïn, bien que réprimés violemment par leurs gouvernants avec l'appui de troupes d'une puissance étrangère, l'Arabie Saoudite, ne sont pas désignées comme des victimes. Au contraire, les populations libyennes ne peuvent qu'être massacrés par Kadhafi, bien qu'aucune preuve n'ait été avancée, à part les

intentions proclamées par le dictateur lui-même. La voix des populations pilonnées par Kadhafi est installation d'une image, d'un signifié originaire qui nous installe dans la psychose. Elle est création d'un nouveau réel, libéré de la fonction langagière et qui se saisit de nous. Ici aussi, la perception des faits doit être mise en parenthèses. La voix des victimes est le support d'une création *ex-nihilo*. Husserl parlerait d'une intuition originaire. Il s'agit de la procréation d'un nouveau réel, celui de la mise en place d'un nouvel ordre international, non plus structuré par des oppositions et des conflits d'intérêts, mais par l'amour envers les peuples victimes des tyrans.

### **Une structure psychotique**

La voix, portée par l'image de la victime, nous appelle de l'extérieur, mais ne parle pas. Son action est silencieuse, mais dit la vérité. Elle se pose en tant que sens, en tant que signifié originaire. Elle est ce qui se met à la place de ce que Lacan, travaillant sur la structure psychotique, a désigné comme le signifiant originaire, le symboliquement réel, la part du réel qui est directement symbolisée [3]. Le logos, le symboliquement réel, en tant qu'il permet l'inscription du réel, est possibilité d'un devenir. L'image de la voix de la victime, quant à elle, annule toute inscription, toute capacité de symbolisation du réel. Elle supprime la fonction de la parole et ainsi toute possibilité d'opposition. Elle nous installe dans un silence traumatique.

La guerre humanitaire, ordonnée par l'image de la victime, nous introduit ainsi directement dans le sacré. Les massacres, empêchés par l'intervention militaire, existent grâce à l'image de la voix des victimes que les dirigeants occidentaux ont préventivement su entendre. La violence du dictateur, exposée dans le discours, apparaît sans objet. Elle a, comme René Girard l'a théorisé, dans *La Violence et le sacré* [4], un caractère originaire.

Elle prend aussi la forme de la vengeance, de deux violences mimétiques, l'une hors la loi, les massacres que Kadhafi ne peut que réaliser et l'autre, au delà de la loi, fondée sur le sacré, sur l'amour de la victime. Il n'y a plus de tiers, l'ONU est annulé. Son autorisation de procéder à la création d'un espace aérien, afin de protéger les populations, est non seulement immédiatement violée par l'engagement aux côtés des insurgés, mais aussi dénié par le discours, par la déclaration concomitante que Kadhafi doit partir. L'image de la victime nous place hors langage. Elle renverse ainsi la Loi et supprime tout cran d'arrêt à la violence.

### **La « guerre contre le terrorisme »**

L'image de la victime n'est pas seulement le paradigme de la « *guerre humanitaire* », mais aussi celui de la « *guerre contre le terrorisme* » qui fusionne hostilité et acte criminel. La mise en avant de la victime dans la lutte antiterroriste s'inscrit dans une mutation globale du droit. L'ensemble de l'ordre juridique est réorganisé autour de cette image. La nécessité supposée de venger la victime renverse la fonction du droit qui était d'établir des gardes fous à la violence.

Le 11 mars, l'Union européenne et les États membres ont organisé une journée de commémoration des victimes du terrorisme. Le « *Jour de la victime* »

s'inscrit dans le cadre de la lutte antiterroriste, mais aussi, plus globalement, dans la mutation du droit enregistrée depuis une dizaine d'années. Les représentants de l'UE ont également fait un lien direct entre cette commémoration et l'attention de l'Europe vis à vis des « *révolutions* » dans les pays arabes [5]. L'écoute particulière des institutions européennes vis à vis des peuples opprimés permettrait à celles-ci de donner des conseils de démocratie aux nouveaux gouvernements tunisien ou égyptien et de faire partager à ces derniers des « *valeurs fondatrices* » de l'UE. Les déclarations des institutionnels européens lors du Jour de la victime nous apprennent que c'est aussi le cri des victimes qui justifierait l'intervention militaire, sous direction états-unienne, des États membres en Libye, donnant à ceux-ci un droit d'ingérence.

Ces « *voix* » que nous devrions entendre, que ce soit en Libye, en Irak, en Afghanistan, en côte d'Ivoire, justifient les interventions par l'aide aux victimes des régimes combattus.

### **Un renversement de l'ordre juridique**

Aujourd'hui, la victime est emblématique du discours étatique et est particulièrement mobilisée par le processus pénal. Cette réorganisation du droit est commune à l'ensemble des pays occidentaux. En Belgique, comme nous l'a déjà montré le petit Franchimont [6] en 1998, son invocation a servi de référence aux réformes de la Justice de ce pays, c'est à dire à l'affaiblissement du juge et à la concentration des pouvoirs dans les mains de l'exécutif [7]. En ce qui concerne le déchaînement de l'idéologie victimaire, la France n'est pas en reste. Ainsi, les juges d'application des peines doivent obligatoirement aviser les victimes des mises en liberté conditionnelle, aujourd'hui raréfiées au nom d'un principe de précaution perverti.

Instaurer une primauté de la victime sur la loi opère un bouleversement du système pénal. Aujourd'hui, de plus en plus de peines veulent répondre à l'éventuel souci de vengeance de la victime. Le rôle de la loi est déplacé. Sa fonction première était d'arrêter la violence. Actuellement, ce frein est remis en cause. Nous sommes entraînés dans un processus infini de punition et de victimisation. La victime ne peut non plus faire son deuil. Elle est un état permanent, une essence qui dénie le rôle normalement pacificateur du droit. La victime devient l'inscription iconique attestant de la protection et de l'amour du pouvoir à notre égard.

La solution juridique qui consiste à satisfaire les désirs supposés de la victime opère un déplacement de la responsabilité de l'acte vers la réparation des dommages. Elle procède ainsi à un renversement d'un système de droit, organisé autour des droits et devoirs du citoyen vis-à-vis de la communauté, en une pratique juridique centrée sur l'individu et les valeurs.

### **Le pouvoir victime du terrorisme**

La lutte antiterroriste apporte une dimension supplémentaire. En dehors de toute analyse de la réalité, c'est la voix de la victime qui révélerait la vraie nature des terroristes : des criminels qui « *tuent et causent d'énormes souffrances.* » Ainsi, le cri, l'invocation de la douleur crée une image. Elle pose

l'acte en dehors de tout contexte politique ou social. Un ensemble d'attentats n'ayant aucun rapport entre eux : l'effondrement des tours du World Trade Center, les attaques contre les troupes d'occupation états-uniennes en Irak ou en Afghanistan, les attentats de Madrid du 11 mars 2004, sont considérés comme identiques. Tous ces actes résulteraient d'une violence sans objet, d'une violence pure. La lutte antiterroriste construit une image qui fait penser à la notion de violence originaire développée par René Girard dans sa théorie de la victime émissaire [8], une violence inexplicable, mais fondatrice de l'organisation sociale.

De même, la violence terroriste existerait pour elle-même, elle n'aurait pas de sens. En l'absence de sens, le langage régresse. Ce qui est dit donne simplement à voir, à entendre. Le langage devient bruit, cri, signifiant pur. Il est construction d'une image unificatrice et englobante : la voix de la victime. Celle-ci opère une fusion entre le spectateur et l'horreur exhibée. La représentation devient impossible.

L'affect se substitue à l'analyse et à la raison. Les incriminations punissant le terrorisme opèrent un deuxième déplacement. Ce n'est plus seulement au nom d'une quelconque victime que la lutte contre le terrorisme s'organise. Le pouvoir est non seulement le représentant de la victime, mais il occupe la place de celle-ci. En effet, ce qui spécifie un acte comme terroriste, n'est pas tant l'action elle-même que le fait qu'elle est accomplie avec l'intention de faire pression sur un gouvernement. L'incrimination du terrorisme permet au pouvoir de se poser lui-même en tant que victime.

### **Big Mother**

La journée de commémoration du 11 mars s'inscrit dans ce schéma. L'initiative de l'Union européenne résulterait d'une responsabilité particulière des États membres à l'égard des victimes, car « *les terroristes attaqueraient la société dans son ensemble* ». Nous serions tous des victimes en puissance. La fétichisation de la victime réelle réalise une fusion entre celle-ci, les populations et le pouvoir.

La lutte antiterroriste organiserait la défense de tous contre cette violence aveugle. Pour ce faire, elle fusionne état de guerre et lutte contre la criminalité. Elle supprime toute distinction entre extérieur et intérieur, entre guerre et paix. L'État remet en cause l'*Habeas corpus* de ses citoyens et leur applique des mesures de surveillance, autrefois réservées aux ennemis du pays. L'état de guerre devient permanent, illimité contre un ennemi indéfini aux multiples visages qui peut recouvrir celui de tout un chacun, car les USA peuvent poursuivre toute personne simplement désignée comme terroriste, à savoir nommée comme « *ennemi combattant illégal* » par le pouvoir exécutif [9]. Déjà victimes, nous pouvons devenir terroristes. La fusion est donc complète entre la victime, le terroriste et le pouvoir.

Cet ordre politique psychotique, fondé sur l'amour de la victime, nous intime de nous abandonner et de renoncer à nos libertés constitutionnelles, afin d'être protégés de l'autre et de nous mêmes. Cette structure politique maternelle supprime toute séparation entre l'État et le citoyen. La loi française LOPPSI 2 [10], en transformant la vidéo-surveillance en vidéo-

protection, opère une mutation sémantique caractéristique de l'attention que nous porte *Big Mother*.

En parlant au nom et en se positionnant comme victime, le pouvoir entre dans le sacré. Il fusionne ordre politique et ordre symbolique. Comme l'a déjà exprimé Georges W. Bush, dans sa guerre du Bien contre le Mal, le pouvoir occupe directement la place de l'ordre symbolique. Fondant sa légitimité sur l'icône de la victime, il nous place dans une violence sans fin. La lutte antiterroriste nous inscrit ainsi dans le tragique, tel qu'il a été mis en scène par la tragédie grecque. Elle nous place dans une violence infinie, toujours renouvelée, car il n'y a plus de principe protecteur de la vie, d'ordre symbolique articulé au pouvoir politique. La psychanalyse nous apprend que c'est justement ce phantasme de l'unification à la mère imaginaire, ici à l'État comme mère symbolique, qui est à la base de cette violence sans limite, soit disant sans objet, que la lutte antiterroriste prétend combattre.

**Jean-Claude Paye**

---

Sociologue. Dernier ouvrage publié en français : *La Fin de l'État de droit* (La Dispute, 2004). Dernier ouvrage publié en anglais : *Global War on Liberty* (Telos Press, 2007)

**Tülay Umay**

Sociologue. Née en Anatolie, elle vit en Belgique. Elle travaille sur les structures sociales et psychiques de la postmodernité. Comme support concret de cette recherche, la question du voile dit « islamique » est objet d'étude privilégié, non comme objet en soi, mais comme symptôme de notre société.

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19